- *Projet d'aménagement et de Développement Durables (PADD) et Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT de la Métropole du Grand Paris*

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
<p>Confirmer la place de la Métropole comme première créatrice de richesse en France en confortant les fonctions productives et la diversité économique</p>	<p>Renforcer la diversité économique</p>	<p>P1. Permettre le maintien et le développement des activités économiques, notamment productives, servicielles et artisanales, via des actions foncières et une politique d’aménagement et d’immobilier d’entreprise adaptées.</p> <p>À cette fin, les documents d’urbanisme et les opérations d’aménagement concourent à la structuration d’un tissu économique de proximité répondant aux besoins locaux du territoire, notamment en luttant contre l’éviction d’implantations productives et artisanales. Ils permettent également de développer des lieux adaptés aux nouvelles pratiques économiques, commerciales et/ou créatives (coworking, itinérance numérique, FabLab, etc.) à proximité des pôles de transports collectifs.</p>	<p>Le projet s’implante sur un site déjà anthropisé, sur une friche industrielle ainsi qu’au droit d’un centre de paintball. Le site est localisé au sein d’une zone d’activités (ZAC).</p> <p>Les documents d’urbanisme autorisent l’implantation du projet.</p>
		<p>P2. Dans toutes les opérations d’aménagement et de construction développant des programmes immobiliers à vocation économique (dans le cas de création comme de renouvellement), créer des surfaces végétales, limiter l’imperperméabilisation des sols et viser la sobriété énergétique.</p>	<p>Le projet s’implante sur un site déjà anthropisé, sur une friche industrielle ainsi qu’au droit d’un centre de paintball. Le site est localisé au sein d’une zone d’activités (ZAC).</p> <p>Le site disposera d’environ 12 188 m² d’espaces verts, d’environ 717 m² de places de stationnement perméables et d’environ 845 m² de toiture végétalisée.</p> <p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un réseau de chaleur urbain.</p> <p>Le site prévoit l’installation de panneaux photovoltaïques sur une surface de 4 km². L’énergie électrique produite sera directement utilisée au niveau de la partie bureau du site ou sera revendue.</p> <p>Les consommations énergétiques seront optimisées au maximum comme en témoigne le PUE estimé à 1,35. Différentes mesures permettront d’assurer une utilisation rationnelle de l’énergie : suivi des consommations et mise en place d’actions correctives rapides, prévention et réparation des installations techniques, sensibilisation et implication du personnel pour limiter le gaspillage énergétique (lumière, chauffage, extinction des postes de travail, ...), utilisation d’équipements avec des rendements élevés, ...</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
			<p>L’exploitant vise pour le site une certification BREEAM Excellent et RE2020, permettant un bâtiment à haute qualité environnementale et énergétique.</p>
	Renouveler les activités tertiaires	<p>P3. Pour le parc existant, envisager, lorsque cela est viable techniquement et financièrement, la reconversion de l’immobilier de bureaux obsolète plutôt que sa démolition. Les projets de réhabilitation pourront être l’occasion d’introduire les dispositifs nécessaires à la limitation de la consommation d’énergie et à l’adaptation au risque inondation le cas échéant. Les opérations de déconstruction pourront également être l’occasion de promouvoir des stratégies et/ou programmes d’économie circulaire dans le cadre de la restructuration de l’immobilier de bureaux (réemploi, réutilisation des composants et matériaux des bâtiments concernés).</p>	<p>L’étude d’impact présente quelques éléments en lien avec la fin de vie du projet, et notamment la reconversion. Notamment, dans le cas d’une reconversion des bâtiments du projet, les bâtiments (notamment les locaux électriques) pourraient être réaménagés pour partie en bureaux avec création d’accès à la lumière naturelle sur les façades. Les zones centrales (salles informatiques) seraient aménageables en zones ne nécessitant pas forcément de lumière naturelle avec des activités de type commerce par exemple ou pour des espaces polyvalents et communautaires.</p>
		<p>P5. Les projets à vocation tertiaire devront répondre aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être situés dans les secteurs desservis par les transports collectifs ou dans les secteurs susceptibles d’être facilement reliés aux principales gares et pôles d’échanges ; • intégrer le critère de mixité fonctionnelle afin de contribuer à la diffusion des emplois ; • concourir au rééquilibrage habitat-emploi ; • concevoir des bâtiments vertueux, mixtes et mutables 	<p>La ZAC des Petits Carreaux est directement desservie par les lignes de bus 6 et 104. Les arrêts les plus proches du site sont l’arrêt « Marronniers » localisé à 160 m à l’Ouest du site, soit à 8 minutes en bus de la station RER de Sucy-Bonneuil, et l’arrêt « Petits Carreaux » localisé à 190 m au Nord-Ouest du site.</p> <p>La ligne 104 circule entre les stations de l’École Vétérinaire de Maisons-Alfort et la gare de Sucy-Bonneuil RER. La ligne 6 circule entre les stations Gare de Boissy-St-Léger RER et Bonneuil-Le Havre.</p> <p>Le projet permettra la création d’emplois directs et indirects, de mixité fonctionnelle.</p> <p>L’exploitant vise pour le site une certification BREEAM Excellent et RE2020, permettant un bâtiment à haute qualité environnementale et énergétique.</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
	Développer les activités économiques servicielles et productives	<p>P6. Engager et/ou poursuivre le renouvellement des zones d’activités par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la préservation de leur vocation économique ; • l’augmentation ou l’optimisation de leur capacité d’accueil d’activités diverses (activités économiques traditionnelles, logistiques, économie circulaire, FabLabs, etc.) en tenant compte des modalités de leur insertion urbaine ; • la densification du bâti dans le respect de leur fonctionnalité et l’intensification de leurs usages (bâtiments sur plusieurs niveaux, taille des parcelles, mutualisation des services, rationalisation du stationnement, etc.). 	<p>Le projet s’implante sur un site déjà anthropisé, sur une friche industrielle ainsi qu’au droit d’un centre de paintball. Le site est localisé au sein d’une zone d’activités (ZAC).</p> <p>Le projet prévoit des bâtiments d’une hauteur de 20 m maximum.</p>
	-	<p>P7. Intégrer les zones d’activités dans la continuité urbaine des villes tout en veillant à leur accessibilité et leur fonctionnalité, et y introduire des services aux entreprises</p>	<p>La ZAC des Petits Carreaux est directement desservie par les lignes de bus 6 et 104. Les arrêts les plus proches du site sont l’arrêt « Marronniers » localisé à 160 m à l’Ouest du site, soit à 8 minutes en bus de la station RER de Sucy-Bonneuil, et l’arrêt « Petits Carreaux » localisé à 190 m au Nord-Ouest du site.</p> <p>La ligne 104 circule entre les stations de l’École Vétérinaire de Maisons-Alfort et la gare de Sucy-Bonneuil RER. La ligne 6 circule entre les stations Gare de Boissy-St-Léger RER et Bonneuil-Le Havre</p>
<p>S’appuyer sur les nouvelles technologies et les filières d’avenir et d’excellence pour accélérer le développement économique, la création d’emplois et la transition écologique</p>	Déployer les infrastructures numériques	<p>P10. Développer les infrastructures numériques fixes et mobiles dans les territoires. Tous les travaux, constructions, installations et aménagements réalisés doivent permettre le déploiement des réseaux de communications électroniques très haut débit (notamment de type fibre optique).</p> <p>P11. Garantir les besoins fonciers liés au stockage de la data, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veillant à une répartition équilibrée sur le territoire métropolitain ; • veillant à la compacité des constructions et à leur implantation prioritairement près des pôles d’activités ; • tenant compte de l’existence des risques d’inondations, de la disponibilité des réseaux d’énergie, de leur capacité à fournir une forte puissance et des opportunités de récupération de leur chaleur produite, notamment pour un usage urbain. 	<p>Le projet de création de datacenter répond à cet objectif.</p> <p>Il permet notamment de répondre à la demande croissante des besoins de stockage de données informatiques.</p> <p>Le projet de création de datacenter répond à cet objectif.</p> <p>Le site est concerné pas le risque inondation (cinquantennale et centennale). À noter que les communes de Bonneuil-sur-Marne et de Sucy-en-Brie sont concernées par un PPRi (Plan de Prévention du Risque Inondation), néanmoins le site n’est pas compris dans un zonage de ce plan.</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
			<p>Le site sera raccordé aux réseaux d’énergie, il sera notamment raccordé au réseau électrique RTE par la création de 2 liaisons électriques souterraines 225 kV.</p> <p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un réseau de chaleur urbain.</p>
	Développer les lieux d’appui à l’innovation	-	
	Consolider les activités logistiques	-	
Mettre en valeur la singularité culturelle et patrimoniale de la Métropole du Grand Paris au service de ses habitants et de son rayonnement dans le monde	Diffuser l’attractivité touristique	-	
	Renforcer le dynamisme culturel	-	
	Valoriser le Patrimoine	-	
Conforter une métropole polycentrique, économe en espace et équilibrée dans la répartition de ses fonctions	Renforcer le polycentrisme	<p>P33. La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers est limitée à la réalisation des zones d’aménagement concerté créées à la date d’approbation du SCoT et aux opérations d’aménagement déclarées d’intérêt métropolitain créées à la date d’approbation du SCoT. Compte tenu de ces projets prévus dans des secteurs géographiques déterminés, l’objectif de la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers à l’échelle métropolitaine est de 170 hectares. En marge de cet objectif chiffré, peuvent toutefois être autorisés, lorsqu’ils ne peuvent être accueillis dans les espaces urbanisés et à condition de ne pas remettre en cause la pérennité des espaces naturels, agricoles et forestiers ou de nuire à l’activité agricole ou l’exploitation forestière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les constructions et installations indispensables à l’exploitation 	<p><i>Le projet s’implante sur un site déjà anthropisé, sur une friche industrielle ainsi qu’au droit d’un centre de paintball. Le site est localisé au sein d’une zone d’activités (ZAC).</i></p> <p><i>Il a notamment été conçu de façon à ne pas avoir d’impact sur le ruisseau des marais présent dans le périmètre du site (cf. pièces n°5, étude d’impact).</i></p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
		agricole ou forestière ; <ul style="list-style-type: none"> • les installations légères et/ou temporaires nécessaires aux activités pédagogiques et de loisirs ; • à titre exceptionnel, des ouvrages et installations nécessaires au service public ou d’intérêt collectif d’envergure intercommunale. L’objectif chiffré ne s’applique pas aux infrastructures de transports dont l’insertion devra néanmoins veiller à éviter la fragmentation des espaces naturels, agricoles et forestiers.	
	Accroître la mixité fonctionnelle	P43. Favoriser la construction de bâtiments capables d’évoluer dans leurs usages, flexibles et aisés à adapter.	L’étude d’impact présente quelques éléments en lien avec la fin de vie du projet, et notamment la reconversion. Notamment, dans le cas d’une reconversion des bâtiments du projet, les bâtiments
		P44. Envisager les reconversions des bâtiments existants plutôt que leur démolition.	(notamment les locaux électriques) pourraient être réaménagés pour partie en bureaux avec création d’accès à la lumière naturelle sur les façades. Les zones centrales (salles informatiques) seraient aménageables en zones ne nécessitant pas forcément de lumière naturelle avec des activités de type commerce par exemple ou pour des espaces polyvalents et communautaires.
	Transformer les tissus urbains	P45. Permettre d’intensifier les programmes bâtis, notamment dans les secteurs les mieux desservis par les transports collectifs, pour répondre aux objectifs de construction de logements et aux besoins en services, commerces, équipements, emplois et espaces verts.	Le projet permettra la création d’emplois directs et indirects au sein d’une ancienne friche industrielle et d’un centre de paintball. Le zonage du PLU indique que le site est compris en zone dédiée aux activités économiques. La ZAC des Petits Carreaux est directement desservie par les lignes de bus 6 et 104. Les arrêts les plus proches du site sont l’arrêt « Marronniers » localisé à 160 m à l’Ouest du site, soit à 8 minutes en bus de la station RER de Sucy-Bonneuil, et l’arrêt « Petits Carreaux » localisé à 190 m au Nord-Ouest du site. La ligne 104 circule entre les stations de l’École Vétérinaire de Maisons-Alfort et la gare de Sucy-Bonneuil RER. La ligne 6 circule entre les stations Gare de Boissy-St-Léger RER et Bonneuil-Le Havre.

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
	-	<p>P46. La réutilisation de parcs de stationnement existants doit être préférée à la création de nouveaux espaces dédiés au stationnement. Les espaces de stationnement doivent être mutualisés.</p> <p>Il faut éviter de créer des parkings goudronnés à ciel ouvert et des parkings souterrains sans construction en superstructure. Cette limitation ne concerne pas les aires de stationnement, de livraison, et de manœuvre attachées aux quais de déchargement.</p> <p>Concevoir des espaces de stationnement permettant leur utilisation pour d’autres fonctions (notamment la logistique urbaine, le stationnement des vélos et des deux roues, l’accueil des bornes de rechargement et de points d’avitaillement en nouvelles énergies, etc.) et leur reconversion pour d’autres usages (notamment logements, activités économiques, etc.).</p>	<p>Stationnement conforme au PLU des villes de Bonneuil-sur-Marne et de Sucy-en-Brie.</p> <p>Le site disposera de 58 places de stationnement perméables. Ces places seront également utilisables pour les deux roues. Il n’y aura pas de parking goudronné.</p> <p>21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de recharge électrique.</p> <p>Un abri vélo sera également aménagé au sein du site.</p>
	Améliorer l’offre en équipements	<p>P54. Favoriser la multifonctionnalité et la modularité des équipements. Veiller à leur évolutivité pour s’adapter aux besoins. Transformer les équipements existants et concevoir les nouveaux équipements en prévoyant leurs capacités à changer de fonction en cas d’urgence sanitaire ou environnementale.</p>	<p>Des pistes de réflexion sont étudiées pour permettre la réutilisation des bâtiments en fin d’exploitation du datacenter (reconversion, réemploi).</p> <p>La vulnérabilité du projet aux changements climatiques est présentée en pièce n°5 du dossier (étude d’impact).</p>
<p>Renforcer l’accessibilité de tous à tous les lieux en transports collectifs et tisser des liens entre territoires. Agir pour la qualité de l’air, transformer les modes de déplacement et rendre l’espace public paisible</p>	-	<p>P63. Favoriser l’usage du vélo au quotidien par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la création d’un réseau cyclable métropolitain structurant ; • le développement des zones de circulation apaisée (zones 30, zones de rencontre) ; • une offre de stationnement vélo dans les espaces publics et privés. 	<p>Malgré l’absence d’aménagements cyclables proches, le site est accessible à vélo.</p> <p>Un abri vélo sera aménagé au sein du site.</p>
<p>Permettre aux quartiers en difficulté de retrouver une</p>	-	-	

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
dynamique positive de développement			
Offrir un parcours résidentiel à tous les métropolitains	Atteindre l’objectif de construction de 38 000 logements en moyenne / an	-	
	Diversifier l’offre d’habitat	-	
	Développer une offre locative accessible	-	
	Résorber l’habitat insalubre et indigne et lutter contre la précarité énergétique	-	
Renforcer la présence de la nature et développer la biodiversité	Préserver et renforcer le réseau des espaces verts ouverts au public	-	
	Préserver et renforcer la présence de la nature au sein des îlots bâtis et des équipements	<p>P86. La présente prescription poursuit un double objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • maintenir globalement la proportion de pleine terre existante à l’échelle du territoire ; • renforcer la pleine terre dans les secteurs les plus fortement imperméabilisés, pour tendre vers 30 % minimum de pleine terre. <p>La proportion de pleine terre existante lors de l’élaboration du PLUi sera maintenue à l’échelle du document d’urbanisme concerné, et pourra être augmentée, en veillant à une répartition équilibrée sur le territoire. Si certains espaces de pleine terre ne peuvent pas être préservés, veiller à la compensation des espaces supprimés par des règles adaptées,</p>	<p>Le site disposera d’environ 12 820 m² d’espaces verts, d’environ 3 410 m² de places de stationnement perméables et d’environ 3 410 m² de toiture végétalisée. Ces différents espaces permettront de favoriser l’infiltration des eaux.</p> <p>Au total, les revêtements perméables du site représentent environ 60 % de la superficie du site.</p> <p>Le projet sera également doté d’un bassin de rétention de 830 m³ permettant de gérer un épisode de période de retour 50 ans ainsi que d’un bassin d’infiltration permettant d’infiltrer les eaux de ruissellement du site directement au milieu naturel (ce bassin sera doté d’une surverse vers le réseau communal si nécessaire).</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
		<p>suivant la règle posée par le PCAEM, et à une répartition équilibrée au sein du PLUi du territoire.</p> <p>Sur la base du diagnostic réalisé dans le cadre de l’élaboration du PLUi, renforcer la part des espaces de pleine terre dans les secteurs urbains hors voirie n’atteignant pas le taux de 30 %.</p> <p>Pour la mise en œuvre de cet objectif chiffré, le PLUi tient compte des circonstances locales pour adapter le coefficient de pleine terre selon les secteurs, tout en veillant à une répartition équilibrée de la pleine terre sur l’ensemble du territoire.</p> <p>Dans l’ensemble du territoire métropolitain, pour favoriser les continuités écologiques, préserver les qualités des sols et les continuités entre espaces végétalisés, le morcellement des espaces de pleine terre doit être évité.</p> <p>Par espaces de pleine terre, on entend les espaces libres ne comportant pas de construction (en surélévation comme en sous-sol), et permettant la libre et entière infiltration des eaux pluviales. Les ouvrages d’infrastructure profonds nécessaires au fonctionnement urbain (ouvrages ferroviaires par exemple) ne sont pas de nature à déqualifier un espace de pleine terre.</p>	
		<p>P88. Renforcer le maillage des espaces verts et des jardins, et leurs continuités au sein des îlots bâtis. Identifier et protéger dans les documents d’urbanisme pour des motifs d’ordre écologique ou paysager les arbres remarquables et les espaces verts à l’intérieur des îlots bâtis.</p> <p>Dans les équipements, développer les espaces plantés et leurs qualités écologiques au sein :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des espaces dédiés aux sports et aux loisirs de plein air ; • des espaces non bâtis de tous les équipements recevant du public (écoles, crèches...) ; • des cimetières. 	<p>Le site disposera d’environ 12 188 m² d’espaces verts et d’environ 845 m² de toiture végétalisée.</p> <p>Le projet prévoit la plantation de 180 arbres de haute tige et la conservation de 214 arbres.</p> <p>Tous les arbres et arbustes prescrits pour le projet seront d’essences indigènes d’Île-de-France.</p>
		<p>P89. Faciliter et encourager les projets de végétalisation, notamment des murs et des toitures-terrasses.</p>	<p>Le projet disposera d’environ 845 m² de toiture végétalisée.</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
	Protéger et renforcer le réseau des forêts, bois et grands parcs métropolitains	<p>P90. Sans préjudice des dispositions du Code forestier en matière de gestion durable, préserver les bois et forêts, et leurs fonctionnalités. Les nouvelles constructions et installations sont exclues dans les bois et forêts à l’exception de celles indispensables à leur gestion ne pouvant trouver place dans l’espace urbanisé existant. Les constructions et installations existantes présentant un intérêt général ne sont pas remises en cause.</p> <p>P91. Améliorer la qualité paysagère des interfaces et des lisières entre les forêts, bois et grands parcs, et le territoire urbanisé.</p> <p>Protéger les lisières des espaces boisés. En dehors des sites urbains constitués, à l’exclusion des bâtiments à destination agricole, toute nouvelle urbanisation ne peut être implantée qu’à une distance d’au moins 50 mètres des lisières des massifs boisés de plus de 100 hectares. Un ensemble de constructions éparses ne saurait être regardé comme un site urbain constitué.</p>	<p>Le ruisseau des marais est compris dans le périmètre du projet. Mais le projet a été conçu de façon à ne pas avoir d’impact sur celle-ci. Des mesures ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5).</p> <p>Une étude paysagère a été réalisée afin d’assurer l’insertion des futurs bâtiments dans le paysage existant (volumétrie, matériaux, tons des façades, plantation d’arbres à haute tige, ...). Des mesures ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5). Le site du projet est voué à l’accueil d’activités économiques.</p>
	Développer la trame verte et bleue de la Métropole du Grand Paris	-	
	Protéger les terres agricoles et développer l’agriculture urbaine	-	
	Préserver, valoriser et créer des espaces en eau	-	

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
	Préserver la ressource en eau	<p>P105. Déconnecter les eaux pluviales, des réseaux d’assainissement unitaires et séparatifs par leur gestion à la source. Sont privilégiées pour les pluies courantes (ou petites pluies), et au-delà si possible, les solutions basées sur la nature (infiltration permettant l’alimentation des sols végétalisés et l’évapotranspiration, toiture végétale, noue infiltrante, etc.) en adaptant leur technique de mise en œuvre autant que nécessaire à la nature du sous-sol ou la présence d’ouvrages vulnérables. Cette prescription vaut tant pour le bâti et les infrastructures existants que les travaux à venir.</p> <p>P107. Prévoir des dispositifs permettant de retarder le ruissellement, et ainsi éviter les rejets polluants en milieu naturel (arbres, haies, bandes végétalisées, sols rugueux, etc.).</p> <p>P108. Favoriser la sobriété des usages de la ressource en eau potable. Diversifier les ressources alternatives à l’eau potable pour les usages ne nécessitant pas cette qualité (arrosage, nettoyage, curage, etc.). Les réseaux d’eau non potable (réseau parisien, réseaux d’eau industrielle, postes d’épuisement d’exhaure, réutilisation d’eau usée traitée, etc.) doivent être préservés et renforcés.</p>	<p>Le site sera doté d’un réseau séparatif.</p> <p>Le site disposera d’environ 12 188 m² d’espaces verts, d’environ 717 m² de places de stationnement perméables et d’environ 845 m² de toiture végétalisée. Ces différents espaces permettront de favoriser l’infiltration des eaux.</p> <p>Le projet sera également doté d’un bassin de rétention de 830 m³ permettant de gérer un épisode de période de retour 50 ans ainsi que d’un bassin d’infiltration permettant d’infiltrer les eaux de ruissellement du site directement au milieu naturel (ce bassin sera doté d’une surverse vers le réseau communal si nécessaire).</p> <p>Le projet sera doté d’un bassin de rétention de 830 m³ permettant de gérer un épisode de période de retour 50 ans. Les eaux pluviales seront confinées dans le bassin de rétention enterré. Par la suite, elles seront acheminées vers le bassin d’infiltration, en passant par le décanteur hydrodynamique, pour rejoindre le milieu naturel. Ce bassin d’infiltration sera doté d’une surverse permettant de rejeter le surplus d’eaux dans le réseau eaux pluviales communal en régulant le débit. Le débit de fuite vers le réseau sera de 6 L/s (2 L/s/ha), conformément au règlement d’assainissement du Grand Paris Sud Est Avenir.</p> <p>La consommation sera réduite au strict minimum pour les besoins sanitaires et le fonctionnement du site. Le système de refroidissement des salles informatiques choisi utilisera un système de groupes froids qui refroidiront une eau circulant en circuit fermé. Il n’y aura donc pas de consommation d’eau pour le refroidissement des salles informatiques.</p>
Protéger et mettre en valeur les grands paysages en tenant compte de la topographie naturelle, des grandes	-	P114. Favoriser la création et l’innovation en matière d’architecture et d’aménagement paysager, en visant l’exemplarité par l’intégration des enjeux environnementaux et de sobriété énergétique.	Une étude biodiversité et une étude paysagère ont été réalisées afin d’assurer l’insertion des futurs bâtiments dans le paysage existant (volumétrie, matériaux, tons des façades, plantation d’arbres à haute tige, ...). Des mesures ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5).

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
<p>compositions urbaines et des grandes infrastructures</p>			<p>Les essences de plantes variées et locales ont été privilégiées, et favorisant autant que possible la biodiversité (nichoirs, abris, hibernaculum, ...).</p> <p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un réseau de chaleur urbain.</p> <p>Le site prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur une surface de 4 km². L'énergie électrique produite sera directement utilisée au niveau de la partie bureau du site ou sera revendue.</p>
<p>Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse de transition énergétique, d'économie circulaire et de réduction des déchets</p>	<p>Prévoir les espaces nécessaires à l'adaptation grands services urbains</p> <p>Préserver les espaces nécessaires à l'utilisation des ressources, réduction des déchets et l'économie circulaire</p>	<p>-</p> <p>P123. Favoriser le réemploi et l'utilisation de matériaux recyclés, biosourcés et/ou locaux dans les opérations d'aménagement, les projets de construction et de réhabilitation, et les projets d'aménagement d'espaces publics.</p>	<p>Conformément à la certification BREEAM, des actions sont prévues pour réduire l'impact de la construction du projet.</p> <p>Le site produira globalement peu de déchets. Conformément à la certification BREEAM notamment, les déchets seront triés (déchets ménagers, papier/carton, emballages, verre, DEEE, effluents pollués, ...), recyclés autant que possible, les déchets informatiques (matériel à renouveler) seront triés et gérés / valorisés selon la filière dédiée. Les déchets dangereux seront évacués par des entreprises spécialisées. Une zone spécifique sera dédiée aux déchets sur le site, avec des bennes de tri.</p> <p>Les déchets de chantier seront caractérisés et envoyés vers les filières de traitement adaptées.</p> <p>SEGRO Parc des Petits Carreaux s'engage à privilégier la fourniture et l'approvisionnement des matériaux de construction auprès d'acteurs locaux, favorisant ainsi l'économie de proximité (circuit court).</p>
<p>Organiser la transition énergétique</p>	<p>-</p>	<p>P129. Développer les systèmes mutualisés de récupération et de production d'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par raccordement à un réseau de chaleur existant ; • par extension d'un réseau de chaleur existant ; 	<p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un réseau de chaleur urbain.</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
		<ul style="list-style-type: none"> • par création de nouveaux réseaux de chaleur ou toute autre forme de réseau. 	
Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales	Maîtriser les risques	<p>P130. Limiter l’exposition aux risques naturels et technologiques des populations et des services indispensables au fonctionnement de la Métropole (grands services urbains, sites SEVESO), et adapter le bâti en fonction des risques.</p> <p>Dans les zones d’aléas forts à très forts, limiter la densification et favoriser les usages les moins vulnérables (activités, certains équipements, espaces verts, etc.) aux risques d’inondations par débordement et par remontée de nappe, en tenant compte des contraintes d’évacuation de la population.</p> <p>En l’absence d’alternative de développements dans des secteurs moins exposés et au regard du caractère structurant du projet (intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou patrimoniaux), la densification peut être envisagée, dans le respect des PPRI, sous réserve de réduire la vulnérabilité globale du site, notamment en favorisant les usages les moins vulnérables, en respectant une démarche d’aménagement résilient, et en intégrant la gestion de crise (évacuation, maintien sur place en condition dégradée, etc.).</p>	<p>Les risques naturels et technologiques ont été pris en compte dans la conception du projet. Des mesures ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5).</p> <p>Les éventuels impacts générés par le projet sur son environnement ont été étudiés dans les pièces n°5 (étude d’impact) et n°8 (étude de dangers) du présent dossier. L’ensemble des mesures ont été prises pour que le site de SEGRO ne soit pas de nature à générer des impacts majeurs sur son environnement.</p>
	-	<p>P134. Intégrer l’adaptation et la résilience climatiques dans les opérations d’aménagement, en s’appuyant notamment sur la forme urbaine, et l’agencement des fonctions et sur l’adaptation des usages et des paysages aux périodes de canicule, d’inondation et d’étéage.</p>	<p>L’activité de datacenter sera peu impactée par les changements climatiques.</p> <p>Une augmentation des journées chaudes pourra renforcer les besoins en refroidissement, et donc l’énergie consommée associée, pour assurer une température convenable dans les salles informatiques.</p>

Orientations prioritaires	Enjeux	Prescriptions	Commentaires
	<p>Lutter contre les nuisances</p>	<p>P135. Limiter l’exposition aux nuisances (bruit, pollutions, etc.) dans un objectif de protection des populations en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évitant d’implanter des constructions accueillant les populations les plus sensibles (équipements de santé, établissements scolaires, installations sportives de plein air) et favorisant l’isolation des bâtiments existants à proximité des grandes voies et des infrastructures routières ou ferroviaires ; • adaptant les usages en fonction des nuisances sonores des zones aéroportuaires, en limitant l’accueil de nouveaux logements dans les secteurs les plus impactés, et en favorisant l’isolation des bâtiments existants ; • préservant et développant des zones calmes, préférentiellement végétalisées et de pleine terre ; • prenant en compte, la pollution des sols pour définir l’usage des terrains et éviter la pollution des nappes phréatiques. <p>Les secteurs exposés à un cumul de plusieurs types de nuisances font l’objet d’une vigilance particulière.</p>	<p>Une étude du risque sanitaire relatif à l’impact du projet a été réalisée. Elle comprend notamment une étude de dispersion atmosphérique des rejets des groupes électrogènes du projet (étude prenant en compte l’impact du projet ainsi que les bruits de fond).</p> <p>Un système de réduction des NOx, à base d’urée, est prévu afin de traiter les fumées des groupes électrogènes.</p> <p>Le projet prévoit l’utilisation du biocarburant HVO pour l’alimentation des groupes électrogènes. L’HVO, ou huile végétale hydrotraitee, est un carburant renouvelable, durable, 100 % biodégradable et qui dispose de caractéristiques physico-chimiques très similaires à d’autres carburants de synthèse. L’impact carbone de l’HVO est plus faible que d’autres carburants comme le fioul domestique. L’utilisation de l’HVO permet également de réduire les émissions de particules principalement.</p> <p>Le projet prévoit la mise en œuvre de plusieurs mesures de réduction du bruit généré par ces installations (traitement acoustique, écran, ventelles, ...). Un suivi acoustique sera effectué au cours de la phase exploitation du site.</p> <p><i>Le site anthropisé où le projet s’implante a fait l’objet d’investigations des sols (cf. pièce n°10 "Rapport de base"). Les résultats des dernières investigations ont confirmé la présence d’une source de pollutions aux hydrocarbures et aux PCB, des traces diffuses de PCB et d’hydrocarbures dans les remblais (gravières), ainsi que des dépassements des seuils d’acceptation ISDI pour les sulfates et certains métaux. Au cours de la phase chantier, les terres excavées polluées seront acheminées et traitées par des filières agréées. À noter que la réalisation d’un Plan de Gestion a été recommandé afin d’assurer le site soit compatible avec des activités économiques (tertiaires, industriels, ...).</i></p>

- *Schéma Directeur Aménagement de Gestion des Eaux Seine Normandie (SDAGE) 2022-2027*

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE			Concerné ?	Commentaires
MIA - MILIEUX AQUATIQUES	MIA02	Gestion des cours d'eau - hors continuité ouvrages			-		
	MIA03	Gestion des cours d'eau - continuité			-		
	MIA07	Gestion de la biodiversité	MIA0703	Autres types de gestion	Mener d'autres actions diverses pour la biodiversité.	X	Une étude biodiversité a été réalisée dans le cadre de ce projet. Des mesures ERC ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5).
	MIA14	Gestion des zones humides, protection réglementaire et zonage			-		
ASS - ASSAINISSEMENT	ASS02	Pluvial	ASS0201	Gestion du temps de pluie	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales.	X	<p>Les réseaux seront séparatifs sur le site.</p> <p>Les eaux pluviales tombant sur les espaces verts seront directement infiltrées au milieu naturel. De plus, les zones de stationnement réservées aux véhicules légers seront recouvertes d'un revêtement perméable.</p> <p>Au cours des pluies courantes, les eaux de pluies ruisselleront vers le bassin de rétention, dimensionné pour retenir une pluie d'occurrence cinquantennale, disposant d'une capacité d'infiltration de 235 m³, en passant préalablement dans un système de traitement (décanteur hydrodynamique).</p> <p>Au-delà des pluies courantes, les eaux pluviales seront confinées dans le bassin de rétention enterré. Par la suite, elles seront acheminées vers le réseau d'assainissement communal, en passant par le décanteur hydrodynamique puis le bassin d'infiltration du site. Le débit de fuite vers le</p>

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE		Concerné ?	Commentaires	
						réseau sera de 2 L/s/ha, conformément au règlement d'assainissement du GPSEA.	
	ASS11	Contrôles	ASS1104	Contrôler les rejets des eaux de ruissellement	Contrôler les rejets des eaux de ruissellement d'une infrastructure linéaire de transport ou d'une zone imperméabilisée d'une agglomération pour les maîtriser qualitativement et quantitativement.	X	Les eaux pluviales seront confinées dans le bassin de rétention enterré, dimensionné pour retenir une pluie d'occurrence cinquantennale. Le débit de fuite vers le réseau sera de 2 L/s/ha, conformément au règlement d'assainissement du GPSEA.
	ASS13	Nouveau système d'assainissement ou amélioration du système d'assainissement	ASS0302	Hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles).		
IND - INDUSTRIE ET ARTISANAT	IND01	Étude globale et schéma directeur	IND0101	Étude globale et schéma directeur	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur portant sur la réduction des pollutions associées à l'industrie et de l'artisanat.		
	IND04	Dispositif de maintien des performances	IND0104	Dispositif de maintien des performances	Adapter un dispositif de collecte ou de traitement des rejets industriels visant à maintenir et à fiabiliser ses performances.	X	Les activités du site ne seront pas à l'origine de pollutions des effluents aqueux. Toutefois, le décanteur hydrodynamique, localisé entre les ouvrages de rétention enterrés et le bassin de rétention aérien, ainsi que les séparateurs hydrocarbures des aires de dépotage seront nettoyés annuellement.
	IND05	Pollutions portuaires	IND0501	Pollutions portuaires	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions essentiellement liées aux industries portuaires et activités nautiques.		

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE		Concerné ?	Commentaires	
	IND06	Sites et sols pollués	IND0601	Sites et sols pollués	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des « sites et sols pollués » (essentiellement liées aux sites industriels).	X	Le site anthropisé où le projet s'implante a fait l'objet d'investigations des sols (cf. pièce n°10 "Rapport de base"). Les résultats des dernières investigations ont confirmé la présence d'une source de pollutions aux hydrocarbures et aux PCB, des traces diffuses de PCB et d'hydrocarbures dans les remblais (gravières), ainsi que des dépassements des seuils d'acceptation ISDI pour les sulfates et certains métaux. Au cours de la phase chantier, les terres excavées polluées seront acheminées et traitées par des filières agréées. À noter que la réalisation d'un Plan de Gestion a été recommandé afin d'assurer le site soit compatible avec des activités économiques (tertiaires, industriels, ...).
	IND07	Prévention des pollutions accidentelles	IND0701	Prévention des pollutions accidentelles	Mettre en place un dispositif de prévention des pollutions accidentelles.	X	Les activités du site ne seront pas à l'origine de pollution des effluents aqueux. Toutefois, les aires de dépotage seront chacune reliées à un séparateur à hydrocarbures dédié disposant d'une rétention de 6 m ³ . Les effluents rejoindront ensuite le bassin de rétention des eaux pluviales du site. Les cuves des groupes électrogènes seront également sur rétention grâce au rehaussement de leurs locaux. Des procédures liées au ravitaillement et au stockage de carburant seront mises en place. En cas d'incendie, les eaux d'extinction collectées dans les ouvrages de rétention enterrés. Elles seront ainsi confinées sur le site avant d'être analysées, puis rejetées au réseau ou pompées vers une société de traitement spécialisée.
	IND08	RSDE	IND0801	RSDE	Améliorer la connaissance de pressions polluantes de substances dangereuses pour la définition d'actions visant leur réduction (RSDE).		<i>Non concerné. Le site ne sera pas à l'origine d'émissions de substances dangereuses dans l'eau.</i>

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE		Concerné ?	Commentaires	
	IND09	Autorisations et déclarations	IND0901	Mise en conformité rejet avec SDAGE	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d’assainissement récepteur.	X	Le présent dossier d'autorisation est réalisé conformément aux plans et programmes en vigueur. Notamment, les mesures de prévention et de protection vis-à-vis des effluents aqueux sont conformes au SDAGE.
			IND0902	Nouvelle procédure d’autorisation	Instruire une nouvelle procédure d’autorisation dans le cadre de la loi sur l’eau.	X	Le projet est concerné par la Loi sur l’Eau, sous le régime de la déclaration.
			IND0903	Procédure de déclaration	Instruire une procédure de déclaration dans le cadre de la loi sur l’eau en industries et artisanat.	X	
IND10	Contrôles	IND1001	Contrôler une installation classée ayant des rejets aqueux	Contrôler une installation classée pour la protection de l’environnement ayant des rejets aqueux pour lutter contre les pollutions industrielles.	X	Les rejets aqueux de l'installation seront régulièrement contrôlés.	
IND11	Industrie et Artisanat Autres	IND1101	Industrie et Artisanat Autres	Industrie et Artisanat Autres.			
IND12	Ouvrage de dépollution et technologie propre - Principalement	IND0201	Principalement substances dangereuses	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée).		<i>Non concerné. Le site ne sera pas à l'origine d'émissions de substances dangereuses dans l'eau.</i>	

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE	Action OSMOSE			Concerné ?	Commentaires	
		substances dangereuses	IND0301	Principalement substances dangereuses	Mettre en place une technologie propre visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée).		<i>Non concerné. Le site ne sera pas à l'origine d'émissions de substances dangereuses dans l'eau.</i>
	IND13	Ouvrage de dépollution et technologie propre - Principalement hors substances dangereuses	IND0202	Principalement hors substances dangereuses	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant à réduire principalement les pollutions hors substances dangereuses.	X	Aucun rejet de substances dangereuses ne sera réalisé. Les eaux de ruissellement provenant des aires de dépotage passeront par un séparateur d'hydrocarbures (avant l'entrée dans le bassin de rétention). En cas de déversement accidentel ou d'incendie, les eaux polluées seront isolées, collectées puis traitées par un organisme agréé.
			IND0302	Principalement hors substances dangereuses	Mettre en place une technologie propre visant à réduire principalement les pollutions hors substances dangereuses.	X	
AGR - AGRICULTURE	AGR11	Agriculture - Autres	AGR1101	Agriculture - Autres	Agriculture - Autres		
DEC - DÉCHETS	DEC04	Déchets - Autres	DEC0401	Déchets - Autres	Déchets - Autres	X	Le site sera à l'origine de peu de déchets. Le personnel sera sensibilisé à la problématique du tri des déchets et tous les déchets produits sur site seront triés à la source. Le site souscrita à des contrats pour le traitement des déchets auprès d'entreprises habilitées. Les déchets seront transportés par les collecteurs et éliminés dans les centres de traitement agréés. Les déchets dangereux feront l'objet d'un suivi qui sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les déchets liés à la maintenance des équipements du site et les boues, issues des séparateurs d'hydrocarbures et du décanteur hydrodynamique, seront collectées et traitées /

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE			Concerné ?	Commentaires
							éliminées par des organismes agréés. Les déchets dangereux ne seront produits qu'en faibles quantités.
RES - RESSOURCE	RES02	Économie d'eau	RES0201	Agriculture	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture.		
			RES0203	Industries et Artisanat	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat.	X	La consommation sera réduite au strict minimum pour les besoins sanitaires et le fonctionnement du site. Le système de refroidissement des salles informatiques choisi utilisera un système de groupes froids qui refroidiront une eau circulant en circuit fermé. Il n'y aura donc pas de consommation d'eau pour le refroidissement des salles informatiques.
	RES07	Ressource de substitution ou complémentaire	RES0701	Ressource de substitution	Mettre en place une ressource de substitution.	X	
			RES0702	Ressource complémentaire	Mettre en place une ressource complémentaire.		
	RES11	Contrôles	RES1103	Contrôler les prélèvements d'eau effectués par une installation classée	Contrôler les prélèvements d'eau effectués par une Installation classée pour la protection de l'environnement (industrie-élevage) pour lutter contre les déséquilibres quantitatifs.	X	Les rejets aqueux de l'installation seront régulièrement contrôlés.
GOU - GOUVERNANCE	GOU05		GOU0501	Contrôler une pollution	Contrôler une pollution sur signalement pour lutter contre les pollutions accidentelles.	X	Des mesures supplémentaires pourront être réalisées en cas de signalement.

Code OSMOSE	Sous-domaine OSMOSE		Action OSMOSE		Concerné ?	Commentaires	
			GOU0502	Effectuer un contrôle autre en lien avec la qualité de l'eau	Effectuer un contrôle autre en lien avec la qualité de l'eau.	X	Les rejets aqueux de l'installation seront régulièrement contrôlés.
INO – INONDATION	INO03	Maîtrise du ruissellement urbain et de l'urbanisation	INO0301	Maîtrise du ruissellement urbain et de l'urbanisation	Mettre en place des mesures de maîtrise du ruissellement urbain et de l'urbanisation.	X	Le projet sera doté d'espaces perméables et un bassin d'infiltration favorisant l'infiltration à la parcelle des pluies courantes. Le bassin de rétention a été dimensionné de façon à gérer une pluie de période de retour 50 ans, infiltrée dans le bassin d'infiltration ou rejetée au réseau communal via une surverse. Le surplus sera rejeté dans le réseau communal par surverse avec un débit de fuite de 6 L/s (2 L/s/ha), conformément au règlement d'assainissement du Grand Pairs Sud Est Avenir.

*Schéma d'Aménagement de la Gestion des Eaux (SAGE) Marne confluence
Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD)*

Objectifs généraux	Sous-objetsifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
OG 1 – Réussir l’impérieuse intégration de l’eau, des milieux et des continuités écologiques dans la dynamique de développement à l’œuvre sur le territoire Marne Confluence	1.1	Faire du SAGE un outil d’intégration effectif de la gestion de l’eau, des milieux et des continuités écologiques avec le développement et l’aménagement, en s’appuyant sur l’entrée paysagère	1.1.1	Intégrer les objectifs du SAGE dans les documents d’urbanisme	
			1.1.2	Positionner la structure porteuse du SAGE comme « pôle ressource eau » auprès des acteurs de l’urbanisme et de l’aménagement	
			1.1.3	Participer à la conception et à la promotion des démarches d’aménagement durable, comme vecteurs de diffusion des objectifs du SAGE	
			1.1.4	Poursuivre et développer les actions visant à former les aménageurs et les bailleurs à la prise en compte du grand cycle de l’eau, dans ses dimensions hydraulique, écologique et paysagère	
	1.2	Valoriser les paysages identitaires de l’eau, et favoriser leur appropriation par les aménageurs et les habitants	1.2.1	Élaborer le référentiel des paysages de l’eau / plan paysage à l’échelle du territoire Marne Confluence	
			1.2.2	Créer une culture commune et une vision partagée des paysages de l’eau et de leur évolution sur le territoire Marne Confluence, en mobilisant les acteurs du SAGE pour sa diffusion	
			1.2.3	Intégrer des objectifs de qualité paysagère liée à l’eau dans les documents d’urbanisme	
			1.2.4	Intégrer des objectifs de qualité paysagère liée à l’eau dans tous les projets d’aménagement	X

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
	1.3	Intégrer la problématique du ruissellement au plus tôt dans les processus d’aménagement et d’urbanisation du territoire et rendre lisible l’eau dans la ville en veillant à la qualité paysagère des aménagements et des ouvrages	1.3.1 Élaborer les zonages pluviaux et améliorer la gestion collective des eaux pluviales, aux échelles hydrographiques adaptées pour répondre aux objectifs du SAGE	X	<p>Les réseaux seront séparatifs sur le site.</p> <p>Les eaux pluviales tombant sur les espaces verts seront directement infiltrées au milieu naturel. De plus, les zones de stationnement réservées aux véhicules légers seront recouvertes d’un revêtement perméable.</p> <p>Au cours des pluies courantes, les eaux de pluviales ruisselleront vers le bassin de rétention, dimensionné pour retenir une pluie d’occurrence cinquantennale, puis seront acheminées grâce à l’ouverture de la vanne murale de l’ouvrage enterré vers le bassin d’infiltration dont la capacité est de 480 m³, en passant préalablement dans un système de traitement (décanteur hydrodynamique) avant d’être rejetées dans le bassin d’infiltration.</p> <p>Au-delà des pluies courantes, les eaux pluviales seront confinées dans le bassin de rétention enterré. Par la suite, elles seront acheminées vers le réseau d’assainissement communal, en passant par le décanteur hydrodynamique puis le bassin d’infiltration du site. Le débit de fuite vers le réseau sera de 2 L/s/ha.</p> <p>Une notice spécifique de gestion des eaux pluviales, réalisée par un bureau</p>

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
					VRD spécialisé, est présentée en Annexe de l’étude d’impact (pièce n°7).
			1.3.2 Mettre en œuvre des démarches exemplaires de gestion intégrée des eaux pluviales à la source lors de tous les projets d’aménagement et de rénovation urbaine	X	Le projet est dimensionné pour retenir une pluie d’occurrence cinquantennale.
			1.3.3 Améliorer la gestion des eaux pluviales sur l’existant		
			1.3.4 Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales privés et l’état de leur fonctionnalité		
	1.4	Préserver, restaurer et recréer des milieux humides sur l’ensemble du territoire Marne Confluence, dans la perspective d’une trame verte et bleue fonctionnelle, intégrant la prévention du ruissellement et les identités paysagères liées à l’eau	1.4.1 Protéger les zones humides dans les documents d’urbanisme		
1.4.2 Intégrer la protection des zones humides dans les projets d’aménagement et suivre leur évolution					
1.4.3 Encourager les collectivités territoriales et leurs établissements publics à acquérir et mettre en place des outils de protection et de gestion foncière sur les zones humides					
1.4.4 Consolider la trame verte et bleue du territoire en encourageant la création de milieux humides et de corridors et par la mise en place d’une gestion écologique adaptée à ces milieux			X	Les corridors écologiques existants seront au maximum conservés. En complément, une étude paysagère a également été réalisée, qui a permis de privilégier des essences de plantes variées et locales, et favorisant autant que possible la biodiversité en ajoutant des nichoirs pour l’avifaune, des abris pour les chiroptères, reptiles et insectes.	

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
OG - 2 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE TOUTES LES EAUX DU TERRITOIRE MARNE CONFLUENCE DE FAÇON À PERMETTRE LE RETOUR DE LA BAINNADE EN MARNE EN 2022, SÉCURISER LA PRODUCTION D’EAU POTABLE ET ATTEINDRE LES EXIGENCES DCE	2.1	Fiabiliser le fonctionnement de l’ensemble des systèmes d’assainissement pour supprimer les rejets permanents de temps sec et réduire les rejets de temps de pluie	2.1.1	Réaliser, mettre à jour et mettre en cohérence les schémas directeurs d’assainissement, puis organiser leur suivi	
			2.1.2	Identifier les secteurs d’assainissement d’interventions prioritaires au regard des objectifs du SAGE	
			2.1.3	Accélérer la mise en conformité des raccordements domestiques, notamment dans les secteurs où les anomalies ont un impact majeur sur la qualité des cours d’eau au regard des objectifs du SAGE	
			2.1.4	Rénover, réhabiliter et restructurer les réseaux d’assainissement et leurs ouvrages associés, et plus généralement engager une gestion patrimoniale des équipements par un renouvellement adapté	
			2.1.5	Encourager les gestionnaires d’assainissement à porter à la connaissance de la CLE toutes les interventions sur les réseaux et les ouvrages, dans le cadre du suivi de la qualité des cours d’eau	
			2.1.6	Prendre en compte dans les documents d’urbanisme les capacités effectives des dispositifs d’assainissement et les impacts cumulés que peuvent supporter les milieux récepteurs	
	2.2	Maîtriser les apports polluants liés aux eaux de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées	2.2.1	Améliorer la connaissance et la surveillance de la qualité des eaux rejetées par temps de pluie dans les cours d’eau du territoire en vue notamment du retour de la baignade	<i>Non concerné. Les rejets du site s’effectueront vers le réseau communal de Bonneuil-sur-</i>

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
					<i>Marne, aucun rejet du site n’alimentera des zones de baignade.</i>
			2.2.2 Éviter, réduire et compenser les impacts quantitatifs et qualitatifs du ruissellement des principaux axes routiers et des voiries nouvelles ou à rénover sur la qualité de la rivière	X	Des mesures ERC ont été proposées (cf. pièce n°5). La majorité des eaux pluviales de ces espaces s’infiltreront ; les excédents rejoindront un bassin de rétention enterré, puis un bassin d’infiltration aérien. Ces bassins accueilleront également les eaux de ruissellement du reste du site (toiture, espaces de circulation, parkings non perméables et aires de dépôtage). Le bassin d’infiltration sera, à lui seul, en capacité de gérer les pluies courantes de l’ensemble du site.
	2.3	Promouvoir les actions à la source pour réduire les pollutions diffuses, les substances dangereuses, les micropolluants et les polluants émergents	2.3.1 Améliorer la connaissance et la surveillance sur les micropolluants pour orienter les actions à mettre en place		
2.3.2 Accélérer la délivrance des autorisations de rejets autres que domestiques et le cas échéant mettre les rejets des établissements en conformité					
2.3.3 Accompagner les démarches de collecte des déchets liquides dangereux diffus des ménages et des entreprises					
2.3.4 Mieux connaître et limiter les pollutions provenant des bateaux et installations portuaires					

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
			2.3.5	Structurer la dynamique existante pour généraliser et coordonner les démarches zéro phyto des collectivités à horizon 2022	
			2.3.6	Réduire les apports de pesticides d’origine agricole, et porter cette préoccupation auprès des territoires amont du SAGE	
	2.4	Mieux connaître le comportement de la pollution bactériologique sur la Marne	2.4.1	Analyser l’impact des rejets d’assainissement sur la dynamique bactériologique de la Marne, en lien avec la définition des secteurs prioritaires pour la baignade	
			2.4.2	Rechercher, faire connaître et inciter à la mise en œuvre de moyens techniques, permettant d’atteindre la qualité de l’eau requise pour la baignade	
OG 3 - RENFORCER LE FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE DE LA MARNE EN ARTICULATION AVEC SON IDENTITÉ PAYSAGÈRE ET LA PRATIQUE ÉQUILIBRÉE DE SES USAGES	3.1	Améliorer la dynamique fluviale et l’hydromorphologie de la Marne, dans le respect des identités paysagères liées à l’eau	3.1.1	Connaître le fonctionnement global de l’hydrologie de la Marne pour favoriser une dynamique fluviale plus naturelle	
			3.1.2	Mener des expérimentations de restauration hydromorphologique sur la Marne	
			3.1.3	Préserver les fonctionnalités hydraulique, écologique et la qualité paysagère des zones d’expansion des crues de la Marne	
			3.1.4	Mettre en conformité les ouvrages de navigation de la Marne vis-à-vis de la continuité piscicole et sédimentaire	

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires	
	3.2	Restaurer la qualité écologique et la biodiversité de la Marne, des îles, confluences et annexes hydrauliques (lit et berges réunis)	3.2.1	Suivre et évaluer la biodiversité commune et patrimoniale de la Marne (faune, flore et habitats)		
			3.2.2	Élaborer et mettre en œuvre un plan de restauration écologique de la Marne et de gestion différenciée de la végétation de ses abords		
			3.2.3	Intégrer les exigences de restauration écologique et hydromorphologique, et de qualité paysagère du SAGE dans tous les projets d’aménagement de berges	X	Les corridors écologiques existants seront au maximum conservés. En complément, une étude paysagère a également été réalisée, qui a permis de privilégier des essences de plantes variées et locales, et favorisant autant que possible la biodiversité en ajoutant des nichoirs pour l’avifaune, des abris pour les chiroptères, reptiles et insectes.
	3.3	Organiser et coordonner le partage de la voie d’eau sur la Marne pour une meilleure cohabitation des usages, dans le respect des milieux aquatiques	3.3.1	Améliorer la connaissance des pratiques nautiques et de leurs impacts cumulés sur l’écologie de la Marne		
			3.3.2	Organiser les conditions d’une pratique apaisée et respectueuse de l’ensemble des usages de la rivière		
	3.4	Anticiper les changements climatiques, leurs conséquences hydrologiques et leurs impacts sur la fonctionnalité des milieux, la navigation et l’eau potable	3.4.1	Participer aux travaux de l’EPTB Seine Grands Lacs et de VNF, sur l’adaptation des modalités de gestion du lac-réservoir du Der et des barrages de navigation aux changements climatiques, et développer un processus d’information et d’alerte avec les producteurs d’eau et les communes riveraines		

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
			3.4.2 Promouvoir la mise en place et soutenir le déploiement d’un programme de recherche-action sur les impacts des changements climatiques sur les ressources en eau et les milieux aquatiques et humides associés à la Marne		
OG 4 - RECONQUÉRIR LES AFFLUENTS ET LES ANCIENS RUS, AVEC UNE EXIGENCE ÉCOLOGIQUE ET PAYSAGÈRE POUR EN FAVORISER LA (RE)DÉCOUVERTE ET L’APPROPRIATION SOCIALE	4.1	Améliorer la lisibilité des affluents dans le paysage, et leur accessibilité	4.1.1 Améliorer la connaissance des paysages, de l’accessibilité des affluents et de leur potentiel de valorisation pour des usages de ressourcement		
			4.1.2 Mettre en réseaux les espaces de nature et de ressourcement dans le bassin versant des affluents via des cheminements et une signalétique spécifique, en s’appuyant sur une trame paysagère		
	4.2	Restaurer l’hydromorphologie et la qualité écologique des affluents, dans le respect des identités paysagères liées à l’eau et en suscitant l’adhésion des populations	4.2.1 Connaître le fonctionnement hydraulique, hydromorphologique et écologique des affluents et définir les ambitions et conditions de leur restauration hydromorphologique, en intégrant le ralentissement dynamique des crues		
			4.2.2 Préserver les potentialités de restauration des fonctionnalités des lits mineur et majeur des cours d’eau via les documents d’urbanisme		
			4.2.3 Mettre en œuvre une stratégie de maîtrise foncière pour permettre la restauration hydromorphologique des affluents		
			4.2.4 Mettre en place les conditions d’adhésion des propriétaires privés et des riverains aux		

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
			opérations de restauration hydromorphologique et de gestion écologique		
			4.2.5 Conduire les programmes de restauration hydromorphologique et écologique des affluents		
			4.2.6 Intégrer les exigences de restauration écologique et hydromorphologique, et de qualité paysagère du SAGE dans tous les projets d’aménagement de berges		<p><i>Un cours d’eau entièrement canalisé, correspondant au Ruisseau des marais est compris dans le périmètre du site. Le projet engendrera aucune modification des berges du ruisseau canalisé.</i></p> <p><i>De plus, du fait que le cours d’eau soit canalisé, cet enjeu est très peu sensible en terme de biodiversité.</i></p>
	4.3	Gérer et entretenir de manière écologique et régulière les affluents	4.3.1 Favoriser l’émergence de maîtrise d’ouvrage unifiée à l’échelle des bassins versants de chaque affluent de la Marne		
			4.3.2 Assurer une gestion régulière, différenciée et respectueuse des cycles biologiques des espèces à l’échelle du cours d’eau		<p><i>Un cours d’eau entièrement canalisé, correspondant au Ruisseau des marais est compris dans le périmètre du site. Le projet engendrera aucune modification des berges du ruisseau canalisé.</i></p>
			4.3.3 Suivre et évaluer la biodiversité commune et patrimoniale des affluents et leurs habitats		<p><i>De plus, du fait que le cours d’eau soit canalisé, cet enjeu est très peu sensible en terme de biodiversité.</i></p> <p><i>Toutefois, une étude paysagère a également été réalisée, qui a permis de privilégier des essences de plantes variées et locales, et favorisant autant que possible la biodiversité en ajoutant</i></p>

Objectifs généraux	Sous-objetsifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
					<i>des nichoirs pour l’avifaune, des abris pour les chiroptères, reptiles et insectes.</i>
			4.3.4		
	4.4	Garder la mémoire et favoriser la réouverture des anciens rus, en tenant compte des objectifs de qualité écologique et paysagère, ainsi que des contraintes hydrauliques	4.4.1		
			4.4.2		
OG 5 - SE RÉAPPROPRIER LES BORDS DE MARNE ET DU CANAL DE CHELLES POUR EN FAIRE DES LIEUX ATTRACTIFS ET CONCRÉTISER LE RETOUR DE LA BAIGNADE EN 2022, DANS LE RESPECT DES IDENTITÉS PAYSAGÈRES ET DES EXIGENCES ÉCOLOGIQUES	5.1	Assurer le droit d’accès et la cohabitation harmonieuse des usages le long des berges de la Marne et du canal de Chelles	5.1.1		
			5.1.2		
			5.1.3		
	5.2	Faire des bords de Marne, du canal de Chelles, et des bases de loisirs, des espaces conviviaux, attractifs et entretenus, et permettant des pratiques sportives et de loisirs sécurisés	5.2.1		
			5.2.2		

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires	
			destiné aux usagers et amoureux des bords de Marne et la mise en œuvre d’une signalétique adaptée			
			5.2.3	Soutenir le projet d’« itinéraire culturel européen » des bords de Marne		
	5.3	Mobiliser les acteurs pour faciliter le retour de la baignade en 2022 et promouvoir la Marne « rivière baignable »	5.3.1	Renforcer la notoriété de la Marne « rivière baignable », par des actions de communication sur le territoire Marne Confluence et au-delà		
			5.3.2	Identifier les sites de baignade, en définir les modalités d’aménagement et de gestion, et les ouvrir au public		
			5.3.3	Définir les nouvelles règles de l’usage « baignade » et les conditions de leur mise en œuvre, et de leur compatibilité avec les autres usages et les milieux		
OG 6 - COORDONNER, OUTILLER ET MOBILISER LES ACTEURS INSTITUTIONNELS, LES USAGERS DE L’EAU ET LA POPULATION POUR ASSURER LA RÉUSSITE DU SAGE	6.1	Porter collectivement la stratégie du SAGE sur le territoire Marne Confluence, en lien avec les porteurs de compétences	6.1.1	Confirmer le caractère local de la structure porteuse et la doter des moyens nécessaires pour assurer son rôle d’animateur du SAGE		
			6.1.2	Développer le suivi et l’évaluation continue des objectifs du SAGE au regard des dynamiques territoriales, en s’appuyant notamment sur un tableau de bord et un observatoire		
			6.1.3	Formaliser le processus de délibération collective de la CLE et la diffusion de ses prises de position auprès des acteurs du territoire		
			6.1.4	Faciliter et coordonner la recherche et la mobilisation de financements		

Objectifs généraux	Sous-objectifs	Dispositions	Concerné ?	Commentaires
	6.2 Mobiliser les collectivités, les usagers de l’eau, les citoyens et leurs relais associatifs, pour rendre le SAGE opérationnel	6.2.1 Mobiliser et coordonner les collectivités maîtres d’ouvrages « eau » notamment assainissement, et « aménagement » autour des objectifs du SAGE		
		6.2.2 Concevoir et déployer un programme d’actions pluriannuel à l’échelle du SAGE pour rendre opérationnelles ses dispositions, via un ou des contrats de bassin à l’échelle des grandes masses d’eau		
		6.2.3 Mobiliser et responsabiliser les usagers, les citoyens, les riverains et leurs relais associatifs en leur conférant un rôle de « gardiens de l’eau » et « d’acteurs du SAGE » au quotidien		
	6.3 Renforcer les liens entre la structure porteuse et les services de l’État, notamment de police, pour aider au respect conjoint des procédures réglementaires liées à l’eau et aux milieux, et des objectifs du SAGE	6.3.1 S’appuyer sur les services de l’État, et plus particulièrement la police de l’eau, pour faire progresser les objectifs du SAGE		
		6.3.2 Aider les pétitionnaires et porteurs de projets, collectivités et aménageurs notamment, à respecter les procédures liées à l’eau et aux milieux		
	6.4 Sensibiliser et informer sur le SAGE	6.4.1 Définir une stratégie et mettre en œuvre un plan de communication mobilisateur pour le SAGE		
		6.4.2 Sensibiliser les citoyens et leurs relais associatifs pour favoriser leur engagement individuel et collectif au service des objectifs du SAGE		
		6.4.3 Étudier la pertinence et la faisabilité de créer et faire vivre la maison de Marne Confluence, lieu de		

Objectifs généraux	Sous-objectifs		Dispositions	Concerné ?	Commentaires
			débat, d'échanges, et de promotion de la culture de l'eau et du territoire du SAGE		
	6.5	Rechercher et promouvoir les solidarités amont-aval et la cohérence inter-territoriale	6.5.1 Promouvoir le SAGE auprès des territoires amont de la Marne, et inciter à la mise en synergie des interventions des acteurs avec ses objectifs		
			6.5.2 Organiser les échanges utiles avec les SAGES voisins de l'Yerres et du Croult Enghien Veille Mer		
			6.5.3 Engager les échanges utiles avec les autres dynamiques territoriales autour de préoccupations communes d'intérêt régional : production et distribution d'eau potable et baignade		
			6.5.4 Inciter les acteurs de Marne Confluence à intégrer les principes et moyens d'action de la SLGRI Métropole Francilienne dans leurs interventions et leurs documents d'urbanisme		
			6.5.5 Relayer les actions de prévention de l'association AQUI'Brie pour la nappe de calcaire de Champigny, et promouvoir l'extension du dispositif à la nappe Eocène du Valois		

*Schéma d'Aménagement de la Gestion des Eaux (SAGE) Marne confluence
Règlement*

Article	Concerné ?	Commentaires
1	Gérer les eaux pluviales à la source et maîtriser les rejets d’eaux pluviales des IOTA ou ICPE dirigés vers les eaux douces superficielles	<p><u>Sur la gestion des eaux</u></p> <p>Le site permettra l’infiltration de la totalité des eaux des pluies courantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - au droit des 12 188 m² d’espaces verts, des toitures végétalisées et des stationnements perméables, les eaux s’infiltreront directement ; - les eaux de ruissellement des voiries, des toitures rejoindront un bassin aérien perméable. Les propriétés de cette membrane, ainsi que la hauteur des exutoires permettront l’infiltration des pluies courantes. <p>Au-delà, les eaux pluviales résiduelles (c’est-à-dire non infiltrées) rejoindront le réseau public d’eaux pluviales.</p> <p>Les bassins de récupération des eaux de pluies sont au nombre de 2, avec une surface d’infiltration totale de 430 m² et un volume de rétention total de 1 310 m³. Le règlement du gestionnaire impose le maintien à la parcelle d’une pluie cinquantennale et un débit de rejet maximal de 2 L/s/ha. Le volume de rétention des bassins et les ouvrages de rejet ont été dimensionnés pour être conformes à cette prescription.</p> <p>Au niveau des aires de dépotage, les eaux pluviales recueillies transiteront par un séparateur à hydrocarbures qui disposera d’une rétention intégrée de 6 m³ avant de rejoindre les bassins de rétention des eaux pluviales.</p> <p><u>Sur les économies d’eau</u></p> <p>L’arrosage des espaces verts sera réduit au strict nécessaire et pourra utiliser les eaux pluviales. Les activités du site utiliseront très peu d’eau puisque le refroidissement des installations est assuré par des équipements utilisant des fluides en circuit fermé.</p> <p><u>Sur les espèces invasives</u></p> <p>Le diagnostic écologique mené au droit du site a mis en évidence la présence de nombreuses espèces invasives.</p>

Article	Concerné ?	Commentaires
		<p>Lors de la phase de chantier, des mesures seront mises en place pour limiter leur introduction et leur dissémination. Pour cela, les actions à mener sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification et balisage des secteurs concernés ; - arrachage et dessouchage des plants ; - limiter l’utilisation de terre végétale contaminée et proscrire son utilisation en dehors de la zone de travaux. Les terres contaminées devront être, dans la mesure du possible, réutilisées sur site, compostées ou le cas échéant traitées par incinération ou méthanisation ou alors dans des décharges de classe II (déchets non dangereux – ISDND) pour les débris végétaux ou III (déchets inertes – ISDI) pour les terres contaminées. Pour les zones présentant des plus grandes densités d’espèces envahissantes, la terre végétale sera directement évacuée au sein d’un centre de traitement spécialisé ; - contrôler l’origine des matériaux extérieurs utilisés (remblais par exemple) afin de garantir la non-importation de terres contaminées ; - replanter ou réensemencer le plus rapidement possible avec des espèces indigènes afin de créer une compétition écologique avec les EVEC. Sur les zones construites plus tardivement après mise à nue, conserver une gestion des espaces empêchant le développement des espèces invasives ; - nettoyer tout matériel entrant en contact avec les espèces invasives (griffes de pelleteuses, pneus, chenilles, outils manuels, bottes, chaussures, etc.) avant leur sortie du site et à la fin du chantier afin d’éviter la dissémination de graines dans des zones non contaminées ; - minimiser la production de fragment de racines et de tiges des espèces invasives ; - ramasser l’ensemble des résidus issus des mesures de gestion et les mettre dans des sacs adaptés ; - mettre en place des mesures (bâches) pour restreindre les pertes lors du transport dans des camions bennes. <p>À la suite de la phase de travaux, un suivi devra être mis en place sur le site du datacenter afin de vérifier l’absence de colonisation par les espèces exotiques.</p>

Article		Concerné ?	Commentaires
			Dans le cas où des espèces invasives coloniseraient les milieux végétalisés, des mesures de gestion et d’élimination spécifiques devront être mises en place.
s2	Gérer les eaux pluviales à la source et maîtriser les rejets d’eaux pluviales dirigés vers les eaux douces superficielles des cours d’eau, pour les aménagements d’une surface comprise entre 0,1 et 1 ha		
3	Encadrer et limiter l’atteinte portée aux zones humides par les IOTA et les ICPE		Un diagnostic de zones humides a été réalisé sur le site du projet. Aucun sol caractéristique n’a été identifié lors de la réalisation des sondages pédologiques.
4	Encadrer et limiter l’atteinte portée aux zones humides au titre des impacts cumulés significatifs		
5	Préserver le lit mineur de la Marne et de ses affluents		
6	Préserver les zones d’expansion des crues pour assurer les fonctionnalités du lit majeur de la Marne et de ses affluents		

➤ *Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) d'Île-de-France*

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
AERIEN	AE1 - Diminuer les émissions des APU et des véhicules et engins de pistes au sol	Action 1 : Limiter l’utilisation des Auxiliaires de Puissances Unitaires (APU).		
		Action 2 : Favoriser l’utilisation de véhicules et d’engins de piste moins polluants, afin d’en augmenter la proportion.		
	AE2 - Diminuer les émissions des aéronefs au roulage	Action 1 : Mettre en place à Paris-Orly la GLD (Gestion Locale des Départs). Action 2 : Favoriser le roulage N-1 (ou N-2) moteur(s).		
	AE3 - Améliorer la connaissance des émissions des avions	Action 1 : Communication des émissions, lors du cycle LTO, par couple type avion/moteur sur les aéroports de Paris-Orly, Paris-CDG et la part de chaque couple dans le trafic et les émissions.		
AGRICULTURE	AGRI1 - Favoriser les bonnes pratiques associées à l’utilisation d’urée solide pour limiter les émissions de NH ₃	Action 1 : Favoriser les bonnes pratiques pour l’évitement des émissions de NH ₃ liées à l’usage d’urée solide en s’appuyant sur les activités de conseil et développement des chambres d’agriculture.		
	AGRI2 - Former les agriculteurs au cycle de l’azote et à ses répercussions en termes de pollution atmosphérique	Action 1 : Mettre en place des formations sur le cycle de l’azote et les bonnes pratiques qui en découlent.		
	AGRI3 - Évaluer l’impact du fractionnement du second apport sur céréales d’hiver sur les émissions de NH ₃	Action 1 : Mettre en place un programme de recherche.		
INDUSTRIE		Action 1 : Réaliser un inventaire des installations soumises à déclaration et assurer une large		

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
		information et sensibilisation des exploitants sur la réglementation.		
	IND1 - Renforcer la surveillance des installations de combustion de taille moyenne (2 à 50 MW)	Action 2 : Mettre en place un plan d’actions visant à renforcer le contrôle des installations de combustion de 2 à 50 MW.		<i>Non concerné. Dans tous les cas, le projet respectera les dispositions réglementaires de l’arrêté d’autorisation relatif à la rubrique 3110.</i>
	IND2 - Réduire les émissions de particules des installations de combustion à la biomasse et des installations de co-incinération de CSR	Action 1 : Modifier l’arrêté inter-préfectoral relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l’Atmosphère révisé pour sévérer les normes d’émission de particules pour n’autoriser que 15 mg/Nm3 à 6 % d’O ₂ .		
		Action 2 : S’assurer de l’application des VLE en poussières renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse ou de co-incinération de CSR.		
	IND3 - Réduire les émissions de NOX issues des installations d’incinération d’ordures ménagères ou de co-incinération de CSR	Action 1 : Sévérer les normes d’émission d’oxydes d’azote des installations d’incinération d’ordures ménagères et de co-incinération de CSR pour n’autoriser que 80 mg/m ³ en moyenne journalière et 200 mg/m ³ en moyenne semi-horaire à 11 % d’O ₂ .		
		Action 2 : Au vu des ETE, modifier par arrêté préfectoral complémentaire la réglementation de l’installation pour imposer les nouvelles VLE du PPA révisé et fixer le délai de mise en conformité.		
		Action 3 : S’assurer de l’application des VLE en NOX renforcées pour les nouvelles installations de co-incinération de CSR ou les reconstructions d’UIOM.		

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
	IND4 - Réduire les émissions de NO _x des installations de combustion à la biomasse entre 2 et 100 MW et des installations de co-incinération de CSR	Action 1 : Sévérer les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations de combustion de biomasse, associée ou non à la co-incinération de CSR, pour n'autoriser que 200 mg/m ³ à 6 % d'O ₂ .		
		Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en NOX renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse, que cette combustion soit associée ou non à la co-incinération de CSR.		
RESIDENTIEL- TERTIAIRE- CHANTIERS	RES1 - Favoriser le renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois.	Action 1 : Informer et faire connaître les aides financières pour le renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois.		
		Action 2 : Inciter les collectivités à mettre en place un fonds de renouvellement des équipements individuels de chauffage au bois via des dispositifs d'aides existants (appel à projet Fonds Air de l'ADEME, Fonds Air Bois du Conseil régional d'Ile-de-France notamment).		
	RES2 - Élaborer une charte bois énergie impliquant l'ensemble de la chaîne de valeurs (des professionnels au grand public) et favoriser les bonnes pratiques.	Action 1 : Préparer et communiquer autour d'une charte bois-énergie globale (fabricants, distributeurs, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, collectivités, etc.).		
		Action 2 : Réaliser et diffuser une plaquette d'information à l'attention du grand public sur les impacts en termes de pollution atmosphérique des appareils de chauffage au bois et sur les bonnes pratiques à adopter lors de leur utilisation.		
RES3 - Élaborer une charte globale chantiers propres impliquant l'ensemble des acteurs (des maîtres d'ouvrage aux	Action 1 : Élaborer une charte globale chantiers propres prenant en compte tous les acteurs intervenant dans un chantier (industriels,	X	Dans le cadre des certifications BREEAM et BiodiverCity, un document de type charte de chantier faibles nuisances sera mis en place et comprendra l'ensemble des mesures à mettre en œuvre pour réduire les impacts sur l'environnement du	

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
	maîtres d’œuvre) et favoriser les bonnes pratiques.	distributeurs, propriétaires de parcs d’engins, maîtres d’ouvrage, maîtres d’œuvre, etc.).		chantier, ainsi que toutes les procédures à suivre en cas d’incident.
TRANSPORTS	TRA1 - Élaborer des plans de mobilité par les entreprises et les personnes morales de droit public	Action 1 : Étendre l’obligation de réalisation d’un plan de mobilité aux personnes morales de droit public franciliennes et définir le contenu des plans de mobilité.		
		Action 2 : Accompagner l’élaboration et la mise en œuvre des plans de mobilité.		
		Action 3 : Faciliter le dépôt et le suivi des plans de mobilité.		
	TRA2 - Apprécier les impacts d’une harmonisation à la baisse des vitesses maximales autorisées sur les voies structurantes d’agglomérations d’Ile-de-France	Action 1 : Évaluer les impacts d’une harmonisation à la baisse des vitesses sur 5 tronçons autoroutiers et routiers nationaux.		
	TRA3 - Soutenir l’élaboration et la mise en œuvre de plans locaux de déplacements et une meilleure prise en compte de la mobilité durable dans l’urbanisme	Action 1 : Relancer collectivement les Plans Locaux de Déplacement (PLD).		
	Action 2 : Favoriser une meilleure prise en compte des enjeux de mobilité durable dans l’urbanisme.		La ZAC des Petits Carreaux est directement desservie par les lignes de bus 6 et 104. Les arrêts les plus proches du site sont l’arrêt « Marronniers » localisé à 160 m à l’Ouest du site, soit à 8 minutes en bus de la station RER de Sucy-Bonneuil, et l’arrêt « Petits Carreaux » localisé à 190 m au Nord-Ouest du site. Le site du projet n’est pas directement accessible à vélo via des pistes cyclables aménagées. Des places pour vélos seront tout-de-même prévues.	
TRA4 - Accompagner la mise en place de zones à circulation restreinte en Ile-de-France	Action 1 : Finaliser et mettre en œuvre les actions de la convention Villes Respirables en 5 ans.			

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
	TRA5 - Favoriser le covoiturage en Ile-de-France	Action 1 : Favoriser le développement du covoiturage en Ile-de-France.		
		Action 2 : Étudier l’opportunité d’ouvrir aux covoitureurs d’utiliser les voies dédiées aux bus sur le réseau routier national et autres voies.		
	TRA6 - Accompagner le développement des véhicules à faibles émissions	Action 1 : Installer des bornes électriques dans les parcs relais afin de développer l’usage des véhicules électriques.	X	Au total, 21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de recharge électrique. Un abri vélo sera également aménagé.
		Action 2 : Inciter les communes à mettre en place des politiques de stationnement valorisant les véhicules les moins polluants.		
		Action 3 : Créer une plate-forme régionale de groupement de commandes de véhicules à faibles émissions pour les PME / PMI.		
	TRA7 - Favoriser une logistique durable plus respectueuse de l’environnement	Action 1 : Préserver les sites à vocation logistique.		
		Action 2 : Fournir un modèle type de charte de logistique urbaine à l’ensemble des collectivités.		
		Action 3 : Mettre à jour la stratégie régionale d’orientation pour soutenir le transport de marchandises longue distance raisonné et durable.		
TRA8 - Favoriser l’usage des modes actifs	Action 1 : Publier un recueil de bonnes pratiques pour la mise en place d’aides à l’achat de vélos, vélos à assistance électrique et triporteurs.			

Secteur	Défis	Actions	Concerné ?	Commentaires
MESURES D'URGENCE	MU - Réduire les émissions en cas d'épisode de pollution	Action 1 : Mettre en place un dispositif de partage des différents retours d'expérience des épisodes de pollution.		<i>Non concerné. Dans tous les cas, les phases de tests des groupes électrogènes prendront en compte les communiqués préfectoraux d'alerte pics de pollution.</i>
		Action 2 : Réduire la liste des dérogations à la mesure de circulation différenciée.		
		Action 3 : Mettre à jour les listes de diffusion des messages adressés pendant les pics de pollution, et sensibiliser ceux qui les reçoivent pour qu'ils les transmettent le plus largement possible.		
COLLECTIVITES	COLL1 - Fédérer, mobiliser les collectivités et coordonner leurs actions en faveur de la qualité de l'air	Action 1 : Définition et mise en place d'une instance de coordination, de suivi et d'évaluation des actions « qualité de l'air » relevant des collectivités franciliennes.		
		Action 2 : Définition et mise en place d'une instance régionale de partage technique entre collectivités.		
		Action 3 : Expérimentation et essaimage des systèmes d'agriculture territorialisés.		
REGION	REG - Mettre en œuvre le plan 2016-2021 "Changeons d'air en Ile-de-France" du Conseil régional d'Ile-de-France	Action 1 : Mettre en œuvre le Fonds Air-Bois en Ile-de-France.		
ACTIONS CITOYENNES	AC - Engager le citoyen francilien dans la reconquête de la qualité de l'air	Action 1 : Définir et diffuser les 10 écogestes que chaque citoyen peut mettre en œuvre pour réduire les émissions polluantes dans sa vie quotidienne.		

- *Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) d'Île-de-France*

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
BAT: BATIMENTS	BAT 1	Encourager la sobriété énergétique dans les bâtiments et garantir la pérennité des performances	BAT 1.1	Développer la sensibilisation et l'information des utilisateurs à la sobriété énergétique	X	Le personnel du site sera formé à une utilisation rationnelle de l'énergie.
			BAT 1.2	Optimiser la gestion énergétique des systèmes et des bâtiments via une maintenance adaptée et des mesures de suivi	X	Maintenance adaptée. Mise en place de l'indice PUE. Suivi régulier des consommations électriques.
			BAT 1.3	Permettre une meilleure rationalisation de l'usage des bâtiments tertiaires pour réduire les surfaces à chauffer	X	Faible besoin de chauffage du bâtiment (à l'exception des bureaux, chauffés en hiver).
	BAT 2	Améliorer l'efficacité énergétique de l'enveloppe des bâtiments et des systèmes énergétiques	BAT 2.1	Améliorer et accentuer le conseil auprès des maîtres d'ouvrage afin de promouvoir des travaux ambitieux de réhabilitation de l'enveloppe des bâtiments et les systèmes énergétiques les plus efficaces		
			BAT 2.2	Permettre aux professionnels d'améliorer leurs pratiques et évaluer la qualité de mise en œuvre des travaux		
			BAT 2.3	Mobiliser les outils financiers existants et développer des approches innovantes de financement		
			BAT 2.4	Orienter, permettre et valoriser des opérations exemplaires et reproductibles		
			BAT 2.5	Diminuer les consommations d'"énergie grise" et de "carbone gris" des bâtiments		

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
ENR&R : ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION	ENR 1	Densifier, étendre et créer des réseaux de chaleur et de froid en privilégiant le recours aux énergies renouvelables et de récupération	ENR 1.1	Déployer des outils en région et sur les territoires pour planifier et assurer le développement du chauffage urbain		
			ENR 1.2	Optimiser la valorisation des énergies de récupération et favoriser la cogénération sur le territoire	X	Utilisation rationnelle de l'énergie. Suivi des consommations. Limitation de l'utilisation des groupes froids à l'aide de ballons d'eau qui viendront lisser la température de l'eau en entrée et sortie des groupes froids. Deux solutions sont à l'étude pour la mise en place d'un système de récupération de la chaleur fatale et de sa valorisation sur le site : <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO).
			ENR 1.3	Encourager le développement et l'exploitation durable des géothermies		
			ENR 1.4	Assurer une mobilisation et une utilisation cohérentes de la biomasse sur le territoire avec des systèmes de dépollution performants		
	ENR 2	Favoriser le développement des	ENR 2.1	Accélérer le développement des pompes à chaleur géothermales et aérothermiques		

Orientation globale	Objectif	Orientation		Concerné ?	Commentaires	
	énergies renouvelables intégrées au bâtiment	ENR 2.2	Accompagner le développement des filières solaires thermiques et photovoltaïque	X	<p>Le site prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture des bâtiments soit environ 3 410 m².</p> <p>Deux solutions sont à l'étude pour la mise en place d'un système de récupération de la chaleur fatale et de sa valorisation sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO). 	
		ENR 2.3	Mettre en place les conditions permettant au chauffage domestique au bois d'être compatible avec les objectifs de la qualité de l'air			
	ENR 3	Favoriser le développement d'unités de production d'ENR électrique et de production de biogaz sur les sites propices et adaptés	ENR 3.1	Favoriser la création de ZDE dans les zones favorables définies dans le SRE		
			ENR 3.2	Améliorer la connaissance du potentiel et mettre en place les conditions nécessaires à un développement de la méthanisation		
			ENR 3.3	Favoriser le développement de centrales photovoltaïques sur des sites ne générant pas de contraintes foncières supplémentaires		

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
ELEC : CONSOMMATIONS ELECTRIQUES	ELEC 1	Maîtriser les consommations électriques du territoire et les appels de puissance	ELEC 1.1	Réduire les consommations électriques liées au chauffage à l'électricité à effet joule	X	Faible besoin de chauffage du bâtiment (à l'exception des bureaux, chauffés en hiver grâce à la chaleur des équipements informatiques).
			ELEC 1.2	Diffuser les bonnes pratiques pour maîtriser les consommations électriques liées aux usages spécifiques	X	Le personnel du site sera formé à une utilisation rationnelle de l'énergie.
			ELEC 1.3	Assurer une intégration cohérente du véhicule électrique dans le réseau électrique		
			ELEC 1.4	Informier et soutenir les collectivités pour le déploiement des "smart-grids" facilitant l'effacement des puissances en période de pointe et le raccordement des énergies renouvelables		
TRA : TRANSPORTS	TRA 1	Encourager les alternatives à l'utilisation des modes individuels motorisés	TRA 1.1	Développer l'usage des transports en commun et des modes actifs	X	Un abri vélo sera aménagé. 2 arrêts de bus desservis par 2 lignes sont localisés à moins de 200 m du site. La station de RER de Sucy-Bonneuil est localisée à 8 minutes en bus du site.
			TRA 1.2	Aménager la voirie et l'espace public en faveur des transports en commun et des modes actifs et prévoir les livraisons de marchandises		
			TRA 1.3	S'appuyer sur les Technologies d'Information et de Communication pour limiter la mobilité contrainte et les besoins en déplacements		

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
			TRA 1.4	Inciter les grands pôles générateurs de trafic à réaliser des Plans de Déplacements		
	TRA 2	Réduire les consommations et émissions du transport de marchandises	TRA 2.1	Favoriser le report modal, les modes ferroviaire et fluvial pour le transport de marchandises		
			TRA 2.2	Optimiser l'organisation des flux routiers de marchandises		
	TRA 3	Favoriser le choix et l'usage de véhicules adaptés aux besoins et respectueux de l'environnement	TRA 3.1	Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés	X	Au total, 21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de recharge électrique. Un abri vélo sera également présent.
			TRA 3.2	Favoriser le recours à des véhicules moins consommateurs et moins émetteurs		
	TRA 4	Limiter l'impact du trafic aérien sur l'air et le climat	TRA 4.1	Sensibiliser les franciliens et les visiteurs aux impacts carbone du transport aérien et promouvoir des offres alternatives à son usage		
			TRA 4.2	Limiter l'impact environnemental des plateformes aéroportuaires		
	URBA : URBANISME	URBA 1	Promouvoir aux différentes échelles de territoire un développement urbain économe en énergie et respectueux de la qualité de l'air	URBA 1.1	Prendre en compte les objectifs du SRCAE dans la révision du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France	
URBA 1.2				Promouvoir la densification, la multipolarité et la mixité fonctionnelle afin de réduire les consommations énergétiques		

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
			URBA 1.3	Accompagner les décideurs locaux en diffusant des outils techniques pour la prise en compte du SRCAE dans leurs projets d'aménagement		
			URBA 1.4	Prévoir dans les opérations d'aménagement la mise en application des critères de chantiers propres	X	Dans le cadre des certifications BREEAM et BiodiverCity, un document de type charte de chantier faibles nuisances sera mis en place et comprendra l'ensemble des mesures à mettre en œuvre pour réduire les impacts sur l'environnement du chantier, ainsi que toutes les procédures à suivre en cas d'incident.
ECO : ACTIVITES ECONOMIQUES	ECO 1	Faire de la prise en compte des enjeux énergétiques un facteur de compétitivité et de durabilité des entreprises	ECO 1.1	Intensifier les actions d'efficacité énergétique dans les entreprises	X	Mise en place de l'indice PUE. Suivi régulier des consommations électriques. Maintenance préventive des installations.
			ECO 1.2	Inciter aux synergies et mutualisations entre acteurs économiques d'une même zone d'activités	X	Deux solutions sont à l'étude pour la mise en place d'un système de récupération de la chaleur fatale et de sa valorisation sur le site : <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO).
			ECO 1.3	Favoriser les approches globales d'éco-conception auprès des entreprises		
AGRI : AGRICULTURE	AGRI 1	Favoriser le développement d'une agriculture durable	AGRI 1.1	Maîtriser les effets des modes de production agricole sur l'énergie, le climat et l'air		

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
			AGRI 1.2	Développer la valorisation des ressources agricoles locales non alimentaires sous-forme de produits énergétiques ou de matériaux d'isolation pour le bâtiment		
			AGRI 1.3	Développer des filières agricoles et alimentaires de proximité		
CD : MODES DE CONSOMMATION DURABLE	CD 1	Réduire l'empreinte carbone des consommations des franciliens	CD 1.1	Promouvoir la mutualisation et la réutilisation des biens		
			CD 1.2	Réduire les gaspillages alimentaires et l'empreinte carbone des menus		
			CD 1.3	Construire une offre régionale de loisirs et touristique attrayante et cohérente pour limiter les déplacements des franciliens et des visiteurs		
			CD 1.4	Améliorer et diffuser les méthodologies de comptabilisation des émissions indirectes de GES pour multiplier les leviers d'actions des collectivités dans leurs PCET		
AIR : QUALITE DE L'AIR	AIR 1	Améliorer la qualité de l'air pour la santé des franciliens	AIR 1.1	Poursuivre l'amélioration des connaissances en matière de qualité de l'air		
			AIR 1.2	Caractériser le plus précisément possible l'exposition des franciliens	X	Une étude de dispersion atmosphérique des rejets cumulés des groupes électrogènes de SEGRO a été réalisée.

Orientation globale	Objectif		Orientation		Concerné ?	Commentaires
			AIR 1.3	Inciter les Franciliens et les collectivités à mener des actions améliorant la qualité de l'air		
ACC : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	ACC 1	Accroître la résilience du territoire francilien aux effets du changement climatique	ACC 1.1	Améliorer les connaissances, sensibiliser et diffuser l'information auprès de tous les acteurs franciliens		
			ACC 1.2	Prendre en compte les effets du changement climatique dans l'aménagement urbain		
			ACC 1.3	Réduire les consommations d'eau pour assurer la disponibilité et la qualité de la ressource	X	Aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel. Consommation d'eau réduite au strict minimum pour assurer l'hygiène et le fonctionnement des humidificateurs. Pas de circuit de refroidissement ouvert.
			ACC 1.4	Prévenir et gérer les impacts du changement climatique sur la santé des citoyens		
			ACC 1.5	Assurer la résilience des écosystèmes face aux effets du changement climatique		
MOS : MISE EN ŒUVRE ET SUIVI	MOS 1	Se doter des outils nécessaires à une mise en œuvre du SRCAE au sein des territoires	MOS 1.1	Favoriser et soutenir la prise des compétences Énergie par les intercommunalités		
			MOS 1.2	Mettre en place des relais d'animation, d'information et de suivi auprès des acteurs du territoire en particulier des collectivités concernées par les PCET		

Orientation globale	Objectif		Orientation	Concerné ?	Commentaires	
			MOS 1.3	Pérenniser le Comité Technique pour suivre la mise en œuvre des objectifs et orientations du SRCAE		
			MOS 1.4	Mettre en place les instances et les outils d'observation des indicateurs et des objectifs en matière de climat / air / énergie		

- *Plan du Climat, de l'Air et de l'Énergie Métropolitain (PCAEM) d'Île-de-France*
Plan d'Actions

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
ACTIONS TRANSVERSALES				
Sensibiliser et mobiliser les acteurs métropolitains sur les enjeux climat air énergie	AT1	Mettre en place une fédération métropolitaine des Agences Locales de l'Énergie et du Climat		
	AT2	Déployer le Hub Tertiaire à l'échelle métropolitaine	X	Conformément aux certifications BREEAM et BiodiverCity, des actions sont prévues pour réduire l'impact de la construction du projet.
	AT3	Constituer un réseau de « référents Climat-Air-Énergie »		
Inscrire les enjeux Climat-Air-Énergie dans la planification métropolitaine	AT4	Inscrire les enjeux Climat-Air-Énergie lors de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitain		
Améliorer la connaissance des enjeux Climat-Air-Énergie métropolitains	AT5	Contribuer à l'Observatoire du Climat de l'Air et de l'Énergie		
	AT6	Organiser les coopérations interterritoriales et internationales		
Financer la mise en œuvre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain	AT7	Développer une ingénierie financière au service de la transition métropolitaine		
	AT8	Création d'une plateforme métropolitaine de compensation carbone		
QUALITÉ DE L'AIR ET MOBILITÉ DURABLE				
Mobiliser les acteurs publics et privés sur les enjeux de la qualité de l'air	AIR1	Mobiliser et coordonner les acteurs de la qualité de l'air autour d'un plan d'actions ambitieux de lutte contre la pollution atmosphérique	X	Une étude du risque sanitaire relatif à l'impact du projet a été réalisée. Elle comprend notamment une étude de dispersion atmosphérique des rejets des groupes électrogènes du projet (étude prenant en compte l'impact du projet ainsi que les bruits de fond).

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
				<p>Un système de réduction des NOx, à base d’urée, est prévu afin de traiter les fumées des groupes électrogènes.</p> <p>Le projet prévoit l’utilisation du biocarburant HVO pour l’alimentation des groupes électrogènes. L’HVO, ou huile végétale hydrotraitee, est un carburant renouvelable, durable, 100 % biodégradable et qui dispose de caractéristiques physico-chimiques très similaires à d’autres carburants de synthèse. L’impact carbone de l’HVO est plus faible que d’autres carburants comme le fioul domestique. L’utilisation de l’HVO permet également de réduire les émissions de particules principalement.</p> <p>Au total, 21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de recharge électrique. Un abri vélo sera également présent.</p> <p>Il sera également sensibilisé à l’impact du transport en voiture individuelle et à la pratique du covoiturage.</p>
Améliorer la connaissance de la qualité de l’air et soutenir l’innovation	AIR2	Participer à AIRPARIF et à AIRLAB		
Réduire la circulation automobile et maîtriser la demande en déplacement	AIR3	Accompagner la création d’une zone à faibles émissions métropolitaine		
	AIR4	Accompagner la mise en place des Plans de déplacements pour les administrations et soutenir la mise en place des plans de déplacements pour les entreprises		<i>Non concerné.</i> <i>Au total, 21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de</i>

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
				<p>recharge électrique. Un abri vélo sera également présent.</p> <p>Le personnel sera également sensibilisé à l'impact du transport en voiture individuelle et à la pratique du covoiturage.</p>
Encourager le report modal	AIR5	Financer un diagnostic « déplacements » à l'échelle métropolitaine		
	AIR6	Réaliser un Plan Métropolitain pour les « Mobilités Actives »		
Aller vers des motorisations plus propres	AIR7	Poursuivre et développer le dispositif « Métropole Roule Propre »		<p>Non concerné.</p> <p>Au total, 21 places de stationnement pour véhicules légers seront équipées en bornes de recharge électrique. Un abri vélo sera également présent.</p>
Réduire les émissions liées au secteur aérien	AIR8	Élaborer un plan d'actions pour réduire les émissions liées au secteur aérien		
Réduire les émissions liées au chauffage résidentiel au bois	AIR9	Créer un Fonds Air-Bois Métropolitain		
Réduire les émissions liées aux chantiers	AIR10	Mettre en place des chantiers à basses émissions	X	<p>Conformément aux certifications BREEAM et BiodiverCity, des actions sont prévues pour réduire l'impact de la construction du projet.</p> <p>Une charte de chantier à nuisance faible sera également mise en place, en plus d'une charte impact déjà présente sur le site.</p>
HABITAT				
	HAB1	Déployer les plateformes territoriales de la rénovation énergétique à l'échelle métropolitaine		

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
Permettre la massification de la rénovation énergétique du parc résidentiel	HAB2	Créer un Fonds métropolitain de rénovation et de sobriété énergétique		
Mobiliser les acteurs métropolitains sur la rénovation et la précarité énergétiques	HAB3	Organiser une conférence métropolitaine de la précarité énergétique et soutenir l'outillage du réseau d'acteurs donneurs d'alerte		
Renforcer la culture de la sobriété énergétique	HAB4	Sensibiliser aux éco-gestes et à la sobriété énergétique	X	Faible besoin de chauffage du bâtiment (à l'exception des bureaux, chauffés en hiver grâce à la chaleur des équipements informatiques). Utilisation rationnelle de l'énergie. De plus, le personnel sera formé à une consommation rationnelle de l'énergie. Suivi des consommations.
Inscrire les enjeux Climat-Air-Énergie dans la planification métropolitaine	HAB5	Mettre en place des prescriptions environnementales proactives dans le Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement et le Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitain		
ACTIVITÉS				
Rénover massivement les bâtiments tertiaires publics	ACT1	Réalisation d'un plan de réhabilitation thermique des bâtiments publics anciens		
Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments	ACT2	Instaurer la supervision énergétique des bâtiments publics	X	Conformément aux certifications BREEAM et BiodiverCity, des actions sont prévues pour réduire l'impact de la construction du projet. Le site prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur une surface de 3 410 m². L'énergie électrique produite sera directement

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
				utilisée au niveau de la partie bureau du site (autoconsommation) ou sera revendue.
Limiter les émissions liées à la construction	ACT3	Accompagner le développement l'économie circulaire		<p><i>Non concerné.</i></p> <p><i>Des pistes de réflexion sont étudiées pour permettre la réutilisation des bâtiments en fin d'exploitation du datacenter.</i></p> <p><i>Les déchets de chantier seront caractérisés et soit réutilisés sur site, soit envoyés vers les filières de valorisation adaptées.</i></p> <p><i>En phase d'exploitation, le site produira globalement peu de déchets.</i></p> <p><i>Une zone spécifique sera dédiée aux déchets sur le site, avec des bennes de tri.</i></p>
Limiter les émissions liées à l'agriculture	ACT4	Développer une agriculture urbaine et périurbaine respectueuse de l'environnement		
ÉNERGIE				
Mobiliser les acteurs métropolitains sur le sujet de l'énergie	ENE1	Organiser un grand débat sur la stratégie énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la Métropole		
Inscrire les enjeux Climat Air Énergie dans la stratégie énergétique territoriale	ENE2	Réalisation du Schéma Directeur Énergétiques Métropolitain		
Soutenir le développement des énergies renouvelables et de récupération	ENE3	Création d'un Fonds de développement des énergies renouvelables et de récupération		<p><i>Non concerné.</i></p> <p><i>Le site prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur une surface de 3 410 m².</i></p> <p><i>L'énergie électrique produite sera directement</i></p>

Objectifs	N°	Actions	Concerné ?	Commentaires
				<p>utilisée au niveau de la partie bureau du site ou sera revendue.</p> <p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération et de valorisation de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un futur réseau de chaleur. Actuellement, deux solutions sont à l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO).
CONSOMMATION, ALIMENTATION ET DÉCHETS				
Réduire la production de déchets	CAD1	Renforcer les achats durables au sein des marchés publics métropolitains		
Utiliser les déchets comme ressource	CAD2	Accompagner les collectivités dans la collecte et la valorisation des bio-déchets		
Aller vers un régime alimentaire moins carboné	CAD3	Élaborer et animer un Plan Alimentation Durable Métropolitain		

- *Plan du Climat, de l'Air et de l'Énergie et du Territoire (PCAET) du Grand Paris Sud Est Avenir
Plan d'Actions*

Axe	Objectif	Actions	Concerné ?	Commentaires
ÉNERGIE	1 Consommons moins d’énergie	1 Mettre en place un cadre d’intervention pour la rénovation énergétique de l’habitat		
		2 Créer et développer une plateforme numérique de conseils personnalisés pour la rénovation énergétique des logements		
		3 Accompagner les ménages en situation de précarité énergétique		
	2 Produisons une énergie renouvelable et de récupération	4 Développer les énergies renouvelables et de récupération	X	<p>Le site prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques sur une surface de 3 410 m². L'énergie électrique produite sera directement utilisée au niveau de la partie bureau du site ou sera revendue.</p> <p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération et de valorisation de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un futur réseau de chaleur. Actuellement, deux solutions sont à l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO).
		5 Développer le mix énergétique du chauffage urbain : accompagner la Charte d’excellence circulaire et solidaire de l’Unité de Valorisation Énergétique de Créteil	X	<p>Le projet prévoit de valoriser la chaleur fatale du site en mettant en place un système de récupération et de valorisation de chaleur. Cette chaleur pourra ainsi être intégrée à un futur</p>

Axe	Objectif	Actions	Concerné ?	Commentaires
				<p>réseau de chaleur. Actuellement, deux solutions sont à l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Sucy en Brie, exploité par SOGEBUS (filiale d'ENGIE) ; • Raccordement au réseau de chaleur de la ville de Bonneuil, exploité par BONNEUIL RESEAU CHALEUR (ex SETBO).
AIR	1 Préserveons la qualité de l'air en favorisant les déplacements moins émissifs et collectifs	6 Structurer la filière santé de GPSEA autour de la santé urbaine		
		7 Faciliter les déplacements actifs (vélo et marche)	X	Le projet prévoit l'installation de places pour vélos.
		8 Favoriser les déplacements collectifs et individuels moins émissifs	X	La ZAC des Petits Carreaux est directement desservie par les lignes de bus 6 et 104. Les arrêts les plus proches du site sont l'arrêt « Marronniers » localisé à 160 m à l'Ouest du site, soit à 8 minutes en bus de la station RER de Sucy-Bonneuil, et l'arrêt « Petits Carreaux » localisé à 190 m au Nord-Ouest du site. Le site du projet n'est pas directement accessible à vélo via des pistes cyclables aménagées. Des places pour vélos seront tout-de-même prévues.
		9 Financer le projet de desserte urbaine du Port de Bonneuil-sur-Marne		
		10 Accompagner l'élaboration de Plans de mobilité interentreprises		

Axe	Objectif		Actions		Concerné ?	Commentaires
			11	Lutter contre la pollution sonore	X	Le projet a fait l’objet d’une étude acoustique.
CLIMAT	1	Aménageons un territoire durable	12	Faire du projet d’agroquartier de Noiseau un modèle pour les projets urbains du Territoire		
			13	Établir une charte d’aménagement du Territoire		
			14	Lutter contre la pollution visuelle	X	Une étude paysagère a été réalisée, permettant d’intégrer le projet dans son environnement sans altérer visuellement le milieu dans lequel il s’insère.
			15	Participer à la gestion et à la prévention des risques d’inondation et de ruissellement	X	Le projet favorise l’infiltration des eaux de pluie à travers l’aménagement de 12 188 m ² d’espaces verts, 717 m ² de toitures végétalisées et 845 m ² d’espaces de stationnement perméables. Le bassin aérien de rétention permet également une infiltration de 235 m ³ d’eau des pluies courantes. Le site est enfin dimensionné pour une inondation cinquantennale, avec une capacité de rétention totale des ouvrages de 1 310 m ³ .
	2	L’eau, une ressource précieuse	16	Contribuer à la reconquête de l’eau pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024		
			17	Optimiser la gestion de l’eau potable	X	Aucun prélèvement d’eau dans le milieu naturel. Consommation d’eau réduite au strict minimum pour assurer l’hygiène et le fonctionnement des humidificateurs. Pas de

Axe	Objectif	Actions	Concerné ?	Commentaires		
				système de refroidissement utilisant de l'eau en circuit ouvert.		
	3	GPSEA, poumon vert de la métropole	18	Affirmer la place du végétal en ville	X	Une étude biodiversité a été réalisée dans le cadre de ce projet. Des mesures ERC ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5). En complément, une étude paysagère a également été réalisée, qui a permis de privilégier des essences de plantes variées et locales, et favorisant autant que possible la biodiversité.
			19	Se réapproprier le Massif de l'Arc boisé		
			20	Protéger la biodiversité du Territoire et adopter une stratégie de compensation écologique des terres à intégrer dans le futur PLUi	X	Une étude biodiversité a été réalisée dans le cadre de ce projet. Des mesures ERC ont été proposées, que ce soit en phase chantier ou en phase exploitation (cf. pièce n°5).
			21	Réhabiliter le sentier d'interprétation agricole du Plateau Briard		
			22	Parfaire et valoriser l'exemplarité du Centre de production florale et arboricole		
ÉCONOMIE CIRCULAIRE	1	Appuyons la transition des entreprises vers des pratiques plus durables	23	Encourager les entreprises à la transition vers un modèle plus durable		
			24	Encourager des stratégies logistiques plus durables sur le Territoire		

Axe	Objectif	Actions	Concerné ?	Commentaires		
	2	Réduisons, revalorisons, recyclons et réutilisons	25	Expérimenter une démarche d'écologie industrielle territoriale	X	Le projet s'implante sur un site déjà anthropisé et permet de revaloriser une friche industrielle.
			26	Élaborer un Plan territorial de Prévention des Déchets		
			27	Réduire l'impact carbone de la collecte des déchets		
			28	Mettre en place une ressourcerie expérimentale		
	3	Une alimentation saine et locale	29	Réaliser le Projet Alimentaire Territorial		
			30	Revitaliser les terres agricoles		
			31	Participer à la création d'un marché bio expérimental sur le Territoire		
			32	Expérimenter des distributeurs de produits frais locaux dans les piscines / médiathèques du Territoire		
			33	Développer l'agriculture urbaine		
ÉCO-EXEMPLARITÉ	1	Construisons et rénovons exemplaire	34	Doubler les investissements consacrés à la maintenance énergétique des bâtiments territoriaux		

Axe	Objectif	Actions	Concerné ?	Commentaires		
		35	Mettre en place un contrat global de performance énergétique pour l’exploitation du système de chauffage – ventilation – climatisation des bâtiments territoriaux	X	Maintenance adaptée. Mise en place de l’indice PUE. Suivi régulier des consommations électriques.	
		36	Systématiser les démarches environnementales pour chaque projet de rénovation, de réhabilitation et de construction neuve	X	Conformément aux certifications BREEAM et BiodiverCity, des actions sont prévues pour réduire l’impact de la construction du projet. Une charte de chantier à nuisance faible sera également mise en place, en plus d’une charte impact déjà présente sur le site.	
		37	Se fournir en énergie 100 % renouvelable auprès des fournisseurs du SIPPAREC pour les besoins du Territoire			
	2	Toutes et tous engagés pour le climat	38	Changer les comportements des agents	X	Le personnel sera formé à une consommation rationnelle de l’énergie. Il sera également sensibilisé à l’impact du transport en voiture individuelle et à la pratique du covoiturage.
			39	Diffuser une culture climat		
			40	Accompagner l’évolution des métiers face aux enjeux climatiques		
			41	Réduire l’impact du numérique sur l’environnement		
3	Une commande publique responsable	42	Réaliser une charte des achats durables			

Axe	Objectif		Actions		Concerné ?	Commentaires
			43	Mutualiser davantage les achats avec les communes membres de GPSEA		
			44	Développer une stratégie financière responsable		
	4	Des modes de travail innovants	45	Dématérialiser pour économiser		
			46	Réaliser un plan de déplacement d’administration		
			47	Supprimer le plastique au sein de GPSEA et des bâtiments territoriaux		
			48	Donner une deuxième vie aux biens mobiliers		
			49	Lutter contre le gaspillage alimentaire		
			50	Réduire l’impact du carbone lié aux déplacements		Le personnel sera sensibilisé à l’impact du transport en voiture individuelle et à la pratique du covoiturage. Les modes doux et transports en communs seront privilégiés, notamment avec les lignes de bus desservant la ZAC des Petits Carreaux et les emplacements pour vélos prévus dans le cadre du projet.

➤ *Programme de National de Prévention des Déchets (PNPD) 2021-2027*

Axes		Actions		Concerné	Commentaires	
1	INTÉGRER LA PRÉVENTION DES DÉCHETS DÈS LA CONCEPTION DES PRODUITS ET DES SERVICES	1.1	Mobiliser les filières à responsabilité élargie du producteur	1.1.1	Mettre en œuvre des modulations des contributions aux filières REP, sous forme de primes et de pénalités, pour favoriser l'écoconception des produits.	
				1.1.2.	Élaborer des plans quinquennaux de prévention et d'écoconception communs au sein de chaque filière REP.	
				1.1.3	Soutenir les efforts de R&D en matière d'écoconception, et accompagner mes producteurs pour une utilisation plus efficace des ressources naturelles, notamment les matières critiques.	
		1.2	Mobiliser les acteurs économiques	1.2.1	Intégrer la prévention des déchets et les démarches d'éco-conception dans les accords volontaires établis entre l'État et les secteurs économiques, notamment dans les secteurs de l'agrofourriture et de la pêche.	
				1.2.2	Prévenir la teneur en substance dangereuses des matériaux et des produits, en incitant les fabricants et substituer les substances dangereuses dans les objets du quotidien.	
				1.2.3	Supprimer les huiles minérales dans les emballages et les impressions à destination du public.	

Axes		Actions		Concerné	Commentaires				
				1.2.4	Accompagner les entreprises pour produire mieux avec moins de ressources et à maîtriser leurs déchets en leur mettant à disposition des guides opérationnels.	X	L’exploitant mettra en suivre un registre des déchets qui permettra de suivre leur date d’enlèvement et leur tonnage selon leur désignation. Figureront également les numéros des bordereaux de suivi des déchets ainsi que le destinataire, le transporteur ou encore la date d’admission et du traitement des déchets.		
				1.2.5	Soutenir l’innovation, accompagner les démarches d’investissement dans l’écoconception des produits et services développés par entreprises.				
		1.3	Lutter contre l’obsolescence des produits	1.3.1	Identifier les pistes pour limiter les risques d’obsolescence logicielle liés aux mises à jour du système d’exploitation et des logiciels.				
				1.3.2	Mieux informer sur les mises à jour des logiciels compatibles avec un usage normal des appareils numériques.				
		2	ALLONGER LA DURÉE D’USAGE DES PRODUITS EN FAVORISANT LEUR ENTRETIEN ET LEUR RÉPARATION	2.1	Faciliter le recours à la réparation pour les particuliers	2.1.1	Mettre en place des fonds dédiés au financement de la réparation pour les filières REP des équipements électriques et électroniques, textiles, ameublement, jouets, bricolage, articles de sport.		
						2.1.2	Créer des réseaux de réparateurs labellisés, les cartographier et mettre à disposition les informations sur les services de réparation en open-data.		

Axes		Actions		Concerné	Commentaires		
			2.1.3	Assurer la disponibilité de pièces détachées, notamment pour les véhicules, les équipements électriques et électroniques, les outils de bricolage, les bicyclettes et engins de déplacements motorisés, développer l'offre de pièces de rechange issus de l'économie circulaire (PIEC).			
			2.1.4	Interdire les pratiques visant à rendre impossible la réparation ou le reconditionnement d'appareils, ainsi que l'accès des professionnels de la réparation aux pièces détachées, aux modes d'emploi ou informations techniques.			
			2.1.5	Étendre de la garantie légale de conformité de six mois pour tout produit réparé au lieu d'être remplacé par un produit neuf.			
		2.2	Informer sur réparabilité des produits et la réparation	2.2.1	Déployer l'indice de réparabilité sur les équipements électriques et électroniques et proposer un indice de durabilité sur les produits.		
				2.2.2	Renforcer la mise à disposition d'informations auprès des consommateurs et des acteurs de la réparation sur la réparation des produits (informations techniques, durée de disponibilité des pièces détachées).		
		3	DÉVELOPPER LE RÉEMPLOI ET LA RÉUTILISATION	3.1	Mobiliser les filières REP et les acteurs économiques en faveur du réemploi et de la réutilisation	3.1.1	Définir des objectifs de réemploi pour les filières REP.
3.1.2	Mettre en place des fonds dédiés au financement du réemploi et de la réutilisation pour les filières REP.						
3.1.3	Augmenter la part des emballages réutilisés et réemployés mis en marché par rapport aux emballages à usage unique, accompagner les expérimentations et le déploiement des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs et de la trajectoire nationale.						

Axes		Actions		Concerné	Commentaires		
4	LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ET RÉDUIRE LES DÉCHETS	3.2	3.1.4	Développer le réemploi des produits et des matériaux du secteur du bâtiment.	X	Des pistes de réflexion sont étudiées pour permettre la réutilisation des bâtiments en fin d'exploitation du centre de données. Les déchets de chantier seront caractérisés et soit réutilisés sur site, soit envoyés vers les filières de valorisation adaptées.	
			3.2.1	Installer des zones de réemploi dans les déchetteries.			
			3.2.2	Faciliter le don aux associations (d'inventus, de matériel médical) à travers la mise en place de conventions de don.			
			3.3	Renforcer le suivi du réemploi et de la réutilisation	3.3.1	Mettre en place l'observatoire du réemploi et de la réutilisation.	
		4.1	Réduire les produits à usage unique	4.1.1	Développer la vente en vrac et inciter à l'usage de contenants et d'emballages réutilisables dans les commerces.		
				4.1.2	Réduire les emballages jugés excessifs en impliquant les consommateurs.		
				4.1.3.	Engager les secteurs économiques à réduire l'usage unique dans le cadre d'accords volontaires (vente à emporter, restauration livrée, événementiel, autres).		
4.1.4	Interdire les produits en plastique à usage unique lorsque des alternatives sont disponibles, présenter à la vente les fruits et légumes sans conditionnement en plastique, mettre fin à la vaisselle jetable dans la restauration rapide sur place.						

Axes		Actions		Concerné	Commentaires	
			4.1.5	Réduire la consommation de bouteilles de boissons en plastique, notamment dans les établissements recevant du public (ERP), les locaux professionnels ou dans le cadre d'événements culturels ou sportifs.		
			4.1.6	Investir pour la réduction, le réemploi ou le développement de solutions de substitution pour le plastique.		
	4.2	limiter les impacts environnementaux associés à la production et la consommation de produits contenant des matières plastiques	4.2.1	Interdire progressivement les microplastiques ajoutés dans les produits.		
	4.2.2		Prévenir les pertes de granulés dans l'environnement au stade de la production, manipulation et transport.			
	4.2.3		Prévenir les pertes de microfibrilles de plastiques issus du nettoyage des textiles.			
	4.3	Agir contre le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne alimentaire	4.3.1	Accompagner des opérateurs de la chaîne alimentaire soumis à l'obligation de réaliser un diagnostic du gaspillage et des actions de réduction.		
	4.3.2		Favoriser le don de denrées alimentaires et la récupération des invendus alimentaires.			
	4.3.3		Déployer un label national anti-gaspillage alimentaire.			
	4.3.4		Clarifier les informations sur les dates de consommation des produits alimentaires en développant l'affichage de la mention complémentaire clarifiant la "date de durabilité minimale"(DDM).			
	4.4		4.4.1	Interdire l'élimination de produits non-alimentaires neufs invendus.		

Axes		Actions		Concerné	Commentaires		
5	ENGAGER LES ACTEURS PUBLICS DANS DES DÉMARCHES DE PRÉVENTION DES DÉCHETS	5.1	Mobiliser les leviers d’action des collectivités locales	4.4.2	Interdire la distribution d’échantillons gratuits dans le cadre de démarches commerciales, sauf demande des consommateurs.		
				4.4.3	Réduire les imprimés publicitaires non sollicités en renforçant le dispositif "stop pub", apposé sur les boîtes aux lettres.		
				4.4.4	Mettre en place des campagnes de communication à destination du grand public pour sensibiliser à la prévention des déchets, y compris de prévention des dépôts sauvages.		
		5.2	Mobiliser les leviers d’action de l’État sur la prévention des déchets	5.1.1	Accompagner les politiques territoriales en faveur de la prévention des déchets avec le label "économie circulaire".		
				5.1.2	Favoriser le retour et l’échange d’expériences entre régions sur le volet des Programmes régionaux de prévention et de gestion des déchets.		
				5.1.3	Accompagner les collectivités locales qui souhaitent développer la tarification incitative.		
5.2.1	Prendre en compte les enjeux de l’économie circulaire dans la commande publique, notamment à travers l’achat de matériels et de consommables issus du réemploi.						
5.2.2	Mettre fin aux achats d’objets en plastique usage unique utilisés sur les lieux de travail et lors d’événements.						
5.2.3	Favoriser le don de biens et matériels aux associations.						

➤ *Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France*

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
1 - LUTTER CONTRE LES MAUVAISES PRATIQUES	-	P1	Poursuivre la mise en œuvre du plan d’action « Ile-de-France propre » en amplifiant la logique de partenariats et la mise en réseau des acteurs par l’organisation d’une journée régionale annuelle.		
		P2	Favoriser le contrôle et la répression de ces pratiques en mobilisant les parquets et en étant force de proposition pour faire évoluer le cadre réglementaire, en lien avec la FREC et en accompagnant les acteurs dans sa mise en œuvre.		
		P3	Développer des dynamiques de surveillance et d’éducation des territoires pour responsabiliser l’ensemble des acteurs à l’impact économique et environnemental de ces pratiques. La mise en place de chartes territoriales pourrait être expérimentée.		
		P4	Apporter collectivement des réponses adaptées aux besoins des artisans, des agriculteurs et autres producteurs de déchets pour favoriser les pratiques vertueuses.		
2 - ASSURER LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE	Déchets organiques	A1	Promouvoir le retour des éléments nutritifs au sol en favorisant l’utilisation d’engrais organiques issus des déchets organiques (agricoles, domestiques et industriels).		
		A2	Améliorer la connaissance des cycles franciliens de l’azote et du phosphore, rechercher des solutions pertinentes.		
		A3	Développer l’agriculture et le maraîchage de proximité et hiérarchiser l’affectation des sols.		
		A4	Transformer les pratiques alimentaires des Franciliens.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
	Déchets de chantier	A1	Partager, maintenir, adapter et prolonger la durée de vie des espaces et des bâtiments.	X	Des pistes de réflexion sont étudiées pour permettre la réutilisation des bâtiments en fin d'exploitation du datacenter.
		A2	Améliorer la connaissance des gisements et renforcer la traçabilité des matériaux et déchets de chantiers.	X	Les déchets de chantier seront caractérisés et envoyés vers les filières de traitement adaptées.
		A3	Faire monter en compétences et mettre en réseau les acteurs du BTP afin de faire évaluer les pratiques.		
		A4	Limiter l'emploi de matériaux neufs et promouvoir le développement de l'utilisation de matériaux de construction alternatifs.	X	Conformément à la certification BREEAM, des actions sont prévues pour réduire l'impact de la construction du projet.
		A5	Faire des collectivités et de la Région Ile-de-France des vecteurs clés de promotion des principes de l'économie circulaire et de l'usage des matériaux alternatifs dans les travaux d'aménagement et de construction.		
	Déchets plastiques	A1	Réduire drastiquement le recours au plastique à usage unique au niveau régional.		
		A2	Stimuler la demande pour les plastiques recyclés.		
		A3	Soutenir l'innovation afin de réduire la production de déchets plastiques.		
	Déchets d'équipements électriques et électroniques	A1	Soutenir le développement de nouveaux projets d'économie circulaire des EEE.		
		A2	Encourager la réparation et la remise en état des EEE.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
		A3	Réaliser des campagnes de sensibilisation relatives à des bonnes pratiques de consommation et d’allongement de vie d’EEE.		
		A4	Faire des administrations publiques franciliennes les promoteurs de l’économie circulaire des EEE.		
	Véhicules hors d'usage	A1	Développer des filières locales d’économie circulaire des véhicules.		
		A2	Soutenir l’innovation et l’expérimentation autour de l’économie circulaire des véhicules.		
	Déchets textiles, linge de maison et chaussures	A1	Renforcer l’offre de mode éco-responsable en Ile-de-France.		
		A2	Faire évoluer les comportements des consommateurs.		
		A3	Développer l’économie circulaire des textiles professionnels.		
	Déchets d'éléments d'ameublement	A1	Renforcer la communication autour du réemploi et de la valorisation des meubles auprès des particuliers, des professionnels et des collectivités.		
		A2	Faire développer l’offre d’économie circulaire de l’ameublement en Ile-de-France.		
	3 - MOBILISATION GENERALE POUR REDUIRE NOS DECHETS	Déchets ménagers et assimilés	O1	Une nouvelle approche de prévention des déchets sur le terrain francilien.	
O2			Diminuer de 10 % la quantité globale de DMA entre 2010 et 2025 et entre 2010 et 2031.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
		O3	Diminuer de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2025 et de 60 % en 2031 par rapport à 2015.		
		O4	Déployer la pratique du compostage de proximité.		
		O5	Doublent l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.		
		O6	Déployer la consigne pour réemploi sur le territoire francilien en 2025.		
		O7	Équiper 25 % des boîtes aux lettres franciliennes en autocollants "STOP PUB" en 2025 et 35 % en 2031.		
	Déploiement de la tarification incitative (TI)	O1	Contribuer, sur le territoire francilien, à l'objectif national de déploiement de la TI pour les déchets ménagers et assimilés avec un objectif de couverture de la population francilienne par la TI de 360 000 habitants en 2020, de 1 800 000 en 2025 et de 3 600 000 en 2031.		
		O2	Favoriser l'innovation pour identifier des modalités de déploiement en zone urbaine dense et en ayant recours aux techniques de comportement.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
	Déchets des activités économiques (DAE) hors SPGD	A1	Mobiliser, informer et former pour un engagement de l'ensemble des activités économiques franciliennes vers la prévention et la valorisation des DAE (mise en œuvre décret 5 flux).	X	Le site produira globalement peu de déchets. Conformément à la certification BREEAM notamment, les déchets seront triés (déchets ménagers, papier/carton, emballages, verre, DEEE, effluents pollués, ...), recyclés autant que possible, les déchets informatiques (matériel à renouveler) seront triés et gérés / valorisés selon la filière dédiée. Les déchets dangereux seront évacués par des entreprises spécialisées. Une zone spécifique sera dédiée aux déchets sur le site, avec des bennes de tri. Les clients de SEGRO, en tant que propriétaires des équipements informatiques présents dans les salles informatiques, devront traiter eux-mêmes la fin de vie de leur matériel. Une bonne gestion des déchets est imposée aux clients, qui ont l'obligation de faire appel à des professionnels agréés suivant les exigences réglementaires.
			Accompagner les entreprises, industries, services et commerces.		
		A2	Mobiliser et accompagner les secteurs de l'audiovisuel et du spectacle vivant, c'est-à-dire poursuivre la mobilisation des acteurs initiée en 2016 afin de communiquer, informer et former sur la prévention et la valorisation des déchets, et les accompagner vers la prévention (éco-conception des décors), l'optimisation du tri des déchets, la création de matériauthèques, les activités de réemploi...		
4 - METTRE LE CAP SUR LE "ZERO DECHET ENFOUI"	Actions	A1	Expérimenter un engagement volontaire des exploitants pour programmer la réduction progressive des capacités annuelles régionales tout en favorisant leur répartition territoriale, démarche co-pilotée par l'État et la Région.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
		A2	Créer les conditions pour réduire les flux orientés vers les ISDND (maximisation prévention, valorisation matière, valorisation énergétique).		
		A3	Prévoir des modalités spécifiques pour l’accueil des déchets issus de situations exceptionnelles.		
		A4	Faciliter et encadrer le déploiement de filières de traitement des déblais.		
		A5	Appliquer les principes de proximité et d’autosuffisance aux flux interrégionaux.		
	Préconisations	P1	Réduire les quantités de DNDNI admises en installation de stockage.		
		P2	Mettre en place un plafond aux capacités annuelles des ISDND en 2020 et 2025.		
		P3	Favoriser une répartition territoriale équilibrée des ISDND.		
	Recommandations	R1	N’orienter aucun déchet autre qu’ultime vers la filière de stockage à l’horizon 2025.		
		R2	Prendre en compte l’incidence des déblais issus des travaux du Grand Paris.		
	5 - RELEVER LE DEFI DU TRI ET DU RECYCLAGE MATIERE ET ORGANIQUE	Déchets ménagers et assimilés	O1	Améliorer les performances de collecte sélective des DMA et des papiers pour atteindre 41,74 kg/hab. en 2025 et 44 kg/hab. en 2031.	
O2			Harmoniser les schémas de collecte en 2025 en privilégiant les schémas mutli-matériaux.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
		O3	Harmoniser la couleur des contenants sur l’ensemble du territoire francilien en 2031.		
		O4	Redynamiser la collecte en communiquant.		
	Déchets des activités économiques hors SPGD	O1	Structurer le réseau d’accueil avec des solutions de proximité adaptées et orienter préférentiellement les déchets des professionnels sur ces structures, afin de soulager les déchèteries publiques tout en garantissant des conditions économiquement viables pour les déchèteries professionnelles.		
		P1	Amélioration du maillage des points de collecte dédiés aux professionnels via l’identification des zones déficitaires.		
	Filières à responsabilités élargies (REP)				
	Déchets organiques				
6 - VALORISATION ENERGETIQUE	Préconisations	P1	Limiter la capacité d’incinération sans valorisation énergétique.		
		P2	Mettre en adéquation le parc actuel des UIDND avec les nouveaux besoins : augmentation du PCI des déchets et de leur volumétrie, traitement des fumées, valorisation des mâchefers...		
		P3	Sans créer de nouveaux sites d’UIDND, améliorer et sécuriser l’outil industriel d’un point de vue technique et sanitaire.		
		P4	Favoriser l’optimisation logistique et la mutualisation des sites existants.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
	Actions	P5	Encourager les filières réversibles de valorisation énergétique des déchets, notamment les CSR.		
		A1	Soutenir les investissements nécessaires pour améliorer et sécuriser le parc des UIDND.		
		A2	Poursuivre la logique de coordination initiée par le Sycdom, l'agence métropolitaine des déchets ménagers (75), avec les autres syndicats de traitement.		
		A3	Favoriser la valorisation des mâchefers.		
		A4	Légitimer la filière des CSR, aider à son financement et faciliter son acceptabilité, stabiliser son cadre réglementaire.		
		A5	Transformer progressivement les incinérateurs dédiés aux résidus d'épuration des eaux en unités de valorisation énergétique.		
7 - METTRE L'ECONOMIE CIRCULAIRE AU CŒUR DES CHANTIERS	1. Prévenir et gérer les déblais des chantiers du Grand Paris	O/P1	Favoriser le réemploi des déblais sur site ou des chantiers de proximité.	X	Une gestion environnementale du chantier sera mise en place, dont les conditions seront fixées dans un document spécifique. Les déchets de chantier seront triés et envoyés vers les filières de valorisation dédiées. Les déblais de chantier seront réutilisés au maximum sur le site pour le terrassement du site.
		O/P2	Mieux valoriser les déblais : dépollution, réemploi et recyclage.	X	
		O/P3	Favoriser la valorisation matière des déchets de chantier à travers des projets d'aménagement, notamment le réaménagement des carrières.	X	
		O/P4	Limiter le stockage.	X	
	2. Renforcer l'offre et la demande en matériaux	P1	Appuyer la recherche et l'innovation pour la création de nouveaux matériaux techniques.		

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
	secondaires issus du réemploi et du recyclage	P2	Favoriser l’expérimentation dans le cadre des chantiers du Grand Paris et des Jeux Olympiques, qui doivent jouer un rôle d’accélérateur des changements de pratiques.		
		P3	Accompagner le développement de l’ensemble de ces filières pour structurer et diversifier le marché des matériaux alternatifs issus du recyclage.		
		P4	Soutenir la création des plateformes et procédés industriels nécessaires pour passer de l’expérimentation à la production industrielle.		
	3. Répondre aux enjeux spécifiques du secteur du bâtiment	P1	Généraliser le tri sur chantier et la dépose sélective, dépose sélective et développer les filières de recyclage des DNDNI du BTP.	X	Une gestion environnementale du chantier sera mise en place, dont les conditions seront fixées dans un document spécifique. Les déchets de chantier seront triés et envoyés vers les filières de valorisation dédiées.
		P2	Mettre en place des comités de filières afin d’identifier les besoins, freins et leviers pour faciliter le déploiement des filières régionales de gestion des DNIND.		
	8 - REDUIRE LA NOCIVITE DES DECHETS DANGEREUX ET MIEUX CAPTER LES DECHETS DANGEREUX DIFFUS	DD hors DASRI	P1	Mener des actions de communication pour mettre en œuvre des actions de prévention et de réduction des DD (éco-conception, changement de pratiques, substitution de produits).	X

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
					professionnels agréés suivant les exigences réglementaires.
		P2	Suivre le taux de valorisation des DD pour analyser et comprendre ses variations, tout en distinguant taux de valorisation matière et taux de valorisation énergétique.		
		P3	Communiquer, informer et innover pour réduire les DD.		
		P4	Réduire et collecter les DD de ménages et des collectivités.		
		P5	Réduire et collecter les DD diffus des activités économiques.	X	Les déchets dangereux seront collectés dans des contenants spécifiques et évacués par une société spécialisée vers les filières adaptées à leur traitement.
	DASRI	P1	Mener des opérations de prévention auprès des établissements de santé et des producteurs de DASRI semi-diffus.		
		P2	Augmenter le captage des DASRI diffus des professionnels.		
		P3	Augmenter le taux de captage des DASRI-PAT.		
		P4	Encadrement des imports de DASRI.		
9 - PREVENIR ET GERER LES DECHETS ISSUS DE SITUATIONS EXCEPTIONNELLES	Identifier les installations permettant de traiter les déchets en situation exceptionnelle	A1	Développer la connaissance des interactions entre événements exceptionnels et production de déchets.		
		A2	Intégrer la prise en compte de la problématique déchets dans les dispositifs de gestion de crise.	X	Les effluents pollués seront circonscrits sur le site et évacués dans une filière de traitement spécifique.
		A3	Limiter les quantités de déchets produites en situation exceptionnelle.	X	Les aires de dépotage disposeront chacune d'une cuve de rétention enterrée (6 m ³) dédiée avec vanne de fermeture pour limiter la dispersion de

Orientation globale	Sous-orientation	Axes (A) / Préconisations (P) / Recommandations (R) / Objectifs (O)		Concerné ?	Commentaires
					polluants en cas de fuite ou de déversement accidentel.
		A4	Accompagner la gestion des déchets en période de crise pour gérer les déchets et en faciliter le tri.		
	Identifier les enjeux logistiques de gestion des déchets en situation exceptionnelle				

➤ *Stratégie Régionale en faveur de l'Économie Circulaire (SREC) d'Île -de-France*

Axe	Orientation globale Lever (L) / Engagement (E)	Actions		Concerné ?	Commentaires
AXE 1 : Accompagner les territoires pour faciliter la transformation vers l'économie circulaire	L1. Mobiliser les territoires franciliens pour une gestion économe des ressources	1.1	Lancer un appel à manifestation d'intérêt "territoires franciliens circulaires".		
		1.2	Déployer le référentiel "Économie circulaire (ECi)".		
		1.3	Créer et animer une communauté des territoires engagés dans l'économie circulaire.		
		1.4	Engager les Parcs Naturels Régionaux (PNR) franciliens dans l'économie circulaire.		
	L2. Informer, impliquer les citoyens et changer les comportements	2.1	Mobiliser le budget participatif écologique et solidaire pour favoriser les projets citoyens locaux en faveur de la propreté, du zéro déchet et de l'économie circulaire.		
		2.2	Lancer un portail environnemental pour les franciliens.		
		2.3	Créer un panel « économie circulaire » de jeunes citoyens Franciliens (16-25 ans).		
	L3 - Passer de la gestion des déchets à une économie des ressources	3.1	Lancer un appel à projets « Ile-de-France Zéro Plastique ».		
		3.2	Lancer un appel à manifestation d'intérêt "Innover pour réduire, réparer, réemployer et recycler".		
		3.3	Assurer une gestion circulaire des équipements de protection individuels à usage unique.		
		3.4	Rendre le foncier accessible aux activités de réemploi, tri, transit et recyclage.		
	L4 - Faire émerger les nouveaux métiers, compétences et formations nécessaires à l'économie circulaire	4.1	Financer des formations professionnelles à l'économie circulaire.		
		4.2	Développer l'offre de formations professionnelles à l'économie circulaire.		
4.3		Orienter d'ici 2021 vers les métiers de l'économie circulaire.			

Axe	Orientation globale Levier (L) / Engagement (E)	Actions		Concerné ?	Commentaires
	L5 - Faire de la commande publique un moteur de l'économie circulaire	5.1	Créer une Mission d'Appui au développement des Clauses Circulaires et Environnementales (MACCE) au sein du GIP Maximilien.		
AXE 2 : Engager les secteurs de l'économie francilienne dans la relance verte, circulaire et solidaire	L6 - Accélérer et massifier la prise en compte de l'économie circulaire dans les activités économiques	6.1	Conclure un cadre d'engagement "gestion économe de la ressource" entre une ou plusieurs filières stratégiques.		
		6.2	Mettre en œuvre la réindustrialisation verte de l'Ile-de-France.	X	L'ensemble des mesures mises en place pour limiter l'impact du projet sur l'environnement est décrit dans la pièce n°5 (étude d'impact).
		6.3	Financer 100 entreprises d'ici 2025 porteuses de nouveaux modèles de production et/ou de consommation responsables et circulaires.		
		6.4	Informer/former les entreprises à l'économie circulaire et aux nouveaux modèles économiques.		
		6.5	Accompagner 200 entreprises d'ici 2025 pour faire de l'Ile-de-France une région leader en éco-conception.		
		6.6	Renforcer et professionnaliser les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), maillon essentiel de l'économie circulaire.		
		6.7	Accompagner les 25 bassins d'emplois dans l'écologie industrielle et territoriale.		
		L7 - Lutter contre le gaspillage alimentaire, amplifier les circuits	7.1	Renforcer la politique régionale en faveur des circuits courts et de la lutte contre le gaspillage alimentaire.	
		7.2	Généraliser le tri à la source des biodéchets dans l'objectif de retour au sol.		

Axe	Orientation globale Lever (L) / Engagement (E)	Actions		Concerné ?	Commentaires
	cours et le retour au sol de la matière organique	7.3	Déployer des boucles locales circulaires sur des productions franciliennes et amplifier le soutien aux initiatives d’agriculture urbaine.		
		7.4	Développer l’économie circulaire dans les espaces naturels, agricoles et forestiers.		
	L8 - Mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers franciliens et des politiques d'aménagement	8.1	Pacte régional de la construction et de l’aménagement circulaires de l’Ile-de-France.		
		8.2	Lancer un appel à projet « ECOCIRC BTP ».		
		8.3	Accompagner et former la maîtrise d’ouvrage et la maîtrise d’œuvre.		
		8.4	Réaliser et diffuser un carnet pratique « Économie circulaire et aménagement » décliné en « memento ».		
		8.5	Recycler le foncier avec le « Plan Friches » et intensifier l’usage du foncier transitoire.		<i>Non concerné. Le site est déjà anthropisé et est composé d’un centre de paintball ainsi que d’une friche.</i>
	8.6	Promouvoir le retour des éléments nutritifs au sol et la réhabilitation des sols sur les sites gérés par l’Agence des Espaces Verts (AEV).			
	L9 - Faire de l'économie circulaire un facteur d'attractivité des secteurs culturel, sportif et touristique	9.1	Pacte régional tourisme circulaire.		
		9.2	Créer un « kit 0 déchet » pour les touristes arrivant en Ile-de-France.		
		9.3	Développer l’économie circulaire dans le secteur du tourisme et diffuser les bonnes pratiques de réduction et de valorisation des déchets.		
		9.4	Projet européen COSME pour partager et promouvoir les pratiques durables des entreprises dans le secteur de l’hébergement touristique.		
		9.5	Accompagner les acteurs du secteur culturel à faire la transition vers une économie circulaire.		

Axe	Orientation globale Levier (L) / Engagement (E)	Actions	Concerné ?	Commentaires
		9.6 Lancer le projet CIRCUL'ART 2 "Éco-concevoir dans le secteur culturel de la préparation des décors à la gestion de déchets".		
		9.7 Poursuivre le soutien aux ressourceries « culturelles » spécialisées dans le réemploi de matériaux destinés aux professionnels du secteur culturel et de l'audiovisuel.		
		9.8 100 boîtes à livres dans les gares en 2021 et soutenir leur déploiement dans les communes franciliennes.		
		9.10 Engager le mouvement sportif francilien vers l'économie circulaire et le "zéro déchet".		
		9.11 Faire contribuer les îles de loisirs au développement de l'économie circulaire en Ile-de-France.		
		9.12 Favoriser l'allongement de la durée de vie des matériels sportifs.		
	L10 - Mobiliser l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation pour l'économie circulaire	10.1 Créer un Domaine d'intérêt majeur : "Mine urbaine".		
		10.2 Vers un campus circulaire.		
AXE 3 : La Région agit en tant que maître d'ouvrage et s'engage directement dans ses compétences opérationnelles	E1 - Présenter un jaune « économie circulaire » dès 2021	-		
	E2 - S'engager dans une maîtrise d'ouvrage circulaire	-	100 % des opérations de restructuration et de déconstruction précédées d'un diagnostic ressources dès 2021.	
		-	100 % des chantiers de lycées disposant d'un diagnostic déchets et zéro déchet valorisable enfouir.	

Axe	Orientation globale Levier (L) / Engagement (E)	Actions	Concerné ?	Commentaires
		- 0 bâtiment modulaire détruit en 2025.		
		- 10 opérations engagées dans l'économie circulaire avant 2022.		
		- Lancement par Ile-de-France Construction Durable d'un Think Tank « Économie circulaire ».		
	E3 - Rendre la restauration collective exemplaire en matière d'économie circulaire	- 100 % des lycées franciliens approvisionnés avec des produits locaux, dont 50 % de produits bio, d'ici 2024.		
		- Actions anti-gaspillage et de tri à la source des biodéchets dans 100 % des lycées franciliens en 2023.		
	E4 - Respecter une hiérarchie de gestion des équipements usagés	- Pérenniser la procédure inscrite par la Région pour la gestion des équipements usagés des lycées.		
	E5 - Intégrer l'économie circulaire dans ses achats	- 30 % des marchés d'achats de la Région comprennent une disposition circulaire et environnementale dès 2021.		
		- Rendre les achats publics de la Région plus circulaires.		
	E6 - Sensibiliser les agents à l'économie circulaire	- Organiser des actions d'information au siège de la Région.		
		- Développer un cycle de sensibilisation pour les agents de la Région.		
		- Proposer des sessions de information/formation aux agents de lycées.		
		- Assurer une gestion circulaire du siège de la Région.		

➤ *Projet du 4^{ème} Plan Régional Santé Environnement Île -de-France (PRSE4)*

Axe	Priorité	Fiche Action		Concerné ?	Commentaires
AXE 1 : Réduire les expositions humaines aux facteurs environnementaux préoccupants	Réduire les expositions chimiques des plus jeunes (nourrissons, enfants, adolescents)	1.1	Outiller, former et accompagner au changement les établissements recevant du public sensible pour améliorer la qualité de l’air intérieur		
		1.2	Aider à réduire les sources d’exposition aux perturbateurs endocriniens et éliminer les substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) dans les équipements, matériels et consommables des établissements recevant du public sensible		
		1.3	Accompagner les acteurs publics de la restauration collective pour réduire l’usage des contenants en plastique et autres équipements, matériels et consommables contenant des perturbateurs endocriniens (PE)		
		1.4	Accroître le dépistage du saturnisme en mobilisant les acteurs de santé et en sensibilisant les populations à risque		
	Développer et coordonner les systèmes de surveillance et d’alerte des pollens et de moisissures dans l’air extérieur	2.1	Renforcer le réseau de capteurs de polluants aérobiologiques et développer un système de modélisation prévisionniste pour l’Île-de-France		
		2.2	Renforcer la surveillance des moisissures dans l’air extérieur couplée à une évaluation de l’impact sur la santé de cette exposition au niveau régional		
		2.3	Maitriser les expositions aux pollens allergisants dans les espaces de nature en ville		
		2.4	Mutualiser les informations de la surveillance des pollens et renforcer la communication grand public		
	Minimiser les expositions alimentaires aux substances préoccupantes pour la santé	3.1	Faire le relais et la promotion des dispositifs et outils existants pour favoriser une alimentation saine, durable et en quantité pour tous		
		3.2	Favoriser l’implantation des jardins collectifs et des fermes urbaines et périurbaines en intégrant les bonnes pratiques pour éviter l’exposition aux substances préoccupantes		
		3.3	Soutenir les initiatives vertueuses des entreprises et autres acteurs de la transformation permettant de proposer des produits alimentaires locaux et de qualité		

Axe	Priorité	Fiche Action		Concerné ?	Commentaires
	<p>Développer des indicateurs complémentaires aux paramètres réglementaires pour mieux caractériser les effets de l'exposition à la pollution atmosphériques et sonores</p>	4.1	Développer la surveillance des particules ultrafines, du potentiel oxydant et des pesticides dans l’air ambiant		
		4.2	Inciter les collectivités à sensibiliser leurs concitoyens sur les actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air		
		4.3	Renforcer la surveillance du bruit en tenant davantage compte des effets sanitaires associés aux pics de bruit des transports		
		4.4	Améliorer les connaissances du lien bruit-sommeil des franciliens en prenant en compte les principales sources nocturnes de bruit		
		4.5	Documenter les impacts sanitaires croisés des expositions au bruit et à la pollution atmosphérique en milieu résidentiel		
	<p>Promouvoir la recherche scientifique portant sur les facteurs environnementaux préoccupants et l'exposome</p>	5.1	Soutenir le développement de programmes de recherche sur les facteurs environnementaux préoccupants		
		5.2	Encourager la recherche-action en santé environnementale pour expérimenter et valoriser les évolutions de pratiques transformatrices dans le système de santé		
		5.3	Créer une communauté de projets autour de la recherche en santé environnement ayant pour terrain d’étude le territoire francilien		
<p>AXE 2 : Anticiper les effets du changement climatique et adapter les politiques de prévention et de sécurité sanitaire</p>	<p>Identifier les vulnérabilités des territoires et promouvoir l’adaptation au changement climatique afin de limiter ses impacts sur la santé</p>	6.1	Renforcer l'observation des impacts sur la santé humaine du changement climatique		
		6.2	Développer des outils méthodologiques pour évaluer les actions des Plans Climat Air Energie Territoriaux		

Axe	Priorité	Fiche Action	Concerné ?	Commentaires	
	Surveiller et prévenir les zoonoses, les maladies vectorielles et l’expansion des espèces végétales et animales nuisibles à la santé humaine	7.1	Maintenir et renforcer les capacités de surveillance de la faune sauvage vertebrée terrestre pour prévenir les zoonoses		
		7.2	Renforcer la surveillance, la prévention et la lutte contre les espèces animales et végétales impactant la santé humaine et la biodiversité	X	Le projet a fait l’objet d’une étude faune flore tenant compte des espèces envahissantes. Des mesures sont prévues pour les contenir.
		7.3	Déployer des outils à l’attention des acteurs-relais pour renforcer les actions de prévention des maladies à transmission vectorielle et la surveillance des vecteurs		
		7.4	Développer les actions de sensibilisation et de prévention des maladies à transmission vectorielles destinées au grand public		
	Anticiper et réduire les impacts sur la santé des différents usages de l’eau	8.1	Caractériser l’évolution des pollutions chimiques et microbiologiques des eaux de surface induites par le changement climatique et évaluer leur impact sur les capacités de production d’eau potable		
		8.2	Promouvoir la mise en place des plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux potables en intégrant les risques émergents, notamment liés au changement climatique		
		8.3	Promouvoir une utilisation sobre de l’eau potable et accompagner les expérimentations de nouveaux usages des eaux non conventionnelles	X	Dans le cadre de la certification BREEAM, le projet promeut une utilisation rationnelle de la ressource en eau. Une notice hydraulique est présentée en annexe de l’étude d’impact.
		8.4	Accompagner les projets de baignade en milieu naturel et promouvoir les différentes fonctions sociales, sanitaires et écologiques des baignades		
		8.5	Développer des outils d’aide à la maîtrise de la qualité des eaux de baignade dans le contexte de changement climatique		

Axe	Priorité	Fiche Action		Concerné ?	Commentaires
AXE 3 : Intégrer les enjeux de santé environnement dans les politiques publiques d’aménagement et de logement, dans une perspective de réduction des inégalités environnementales de santé	Favoriser l’intégration, dans la conception et la mise en œuvre des politiques et projets d’aménagement du territoire, des outils et méthodes permettant de rendre effectifs les principes d’urbanisme favorable à la santé	9.1	Encourager et accompagner la renaturation et le développement de la biodiversité des espaces urbains	X	Le projet intègre la protection et le développement de la biodiversité sur son site. Une étude faune flore est renseignée en annexe de l’étude d’impact. Le projet vise l’obtention du label BiodiverCity « performant » AABC.
		9.2	Faire connaître et favoriser la création de nouvelles zones de refuge contre les effets de la chaleur, la pollution de l’air et les nuisances sonores	X	Le projet intègre dans sa conception et son fonctionnement des mesures qui limitent la pollution de l’air et les nuisances sonores. Plus largement, les aménagements d’espaces végétalisés visent à réduire les températures lors des fortes chaleurs. Dans le cadre du projet, plusieurs études ont été réalisées telles qu’une étude de qualité de l’air, une étude acoustique, une étude faune flore et une étude paysagère, en annexes de l’étude d’impact.
		9.3	Adapter les projets d’aménagement pour limiter les multiexpositions environnementales		
		9.4	Intégrer le concept d’urbanisme favorable à la santé et à l’adaptation au changement climatique à la formation des acteurs de l’urbanisme et de l’aménagement		
	Favoriser les démarches participatives dans le cadre des projets d’aménagement	10.1	Expérimenter des démarches de co-construction dès la phase de conception des projets d’aménagement		
		10.2	Structurer la participation citoyenne pour le suivi des aménagements urbains existants		

Axe	Priorité	Fiche Action	Concerné ?	Commentaires	
	Renforcer les politiques de lutte contre le mal-logement et son impact sanitaire	11.1	Développer un système d’information géographique régional agrégeant les données renseignant les liens entre habitat et santé à l’attention des acteurs locaux en charge des politiques du logement		
		11.2	Informier et sensibiliser les bailleurs (privés et sociaux) et les ménages sur les désordres impactant la santé dans le logement		
		11.3	Renforcer la lutte contre les punaises de lit dans les établissements d’hébergement et lieux de loisirs particulièrement affectés		
		11.4	Engager des actions pour améliorer l’accompagnement de la santé mentale des populations en situation de mal-logement		
	Adapter les projets d’aménagement urbain pour tenir compte de la compatibilité des usages avec la qualité des sols	12.1	Développer un outil d’information sur la pollution potentielle des sols afin d’accompagner les collectivités territoriales dans leur politique d’aménagement d’espaces de pleine terre		
		12.2	Sécuriser les usages de pleine terre en cas de pollution des sols	X	Le projet a fait l’objet d’un diagnostic de pollution des sols afin de connaître l’état des sols et de réaliser un suivi de la pollution des sols, en lien avec les activités du site, disponible en annexe de l’étude d’impact.
		12.3	Communiquer sur les Secteurs d’Information sur les Sols (SIS) et le dispositif des attestations ATTES-ALUR auprès des parties prenantes intéressées (collectivités instruisant les permis de construire, aménageurs)		<i>Non Concerné. Le projet ne s’implante pas sur un site SIS et n’est donc pas concerné par la réalisation d’une attestation ALUR.</i>
		12.4	Documenter l’exposition aux poussières de plomb dans les aires de jeux et d’activités extérieures accueillant des enfants et accompagner la mise en œuvre des mesures de réduction des expositions		

Axe	Priorité	Fiche Action		Concerné ?	Commentaires
AXE 4 : Accompagner les citoyens, les professionnels de santé, les collectivités territoriales et les acteurs locaux, pour agir face aux problématiques de santé environnementale	Permettre aux citoyens d’adapter leurs comportements en fonction de leur exposition environnementale	13.1	Rendre l’usager acteur du dispositif d’information, de surveillance et d’action en santé environnement		
		13.2	Développer des méthodes de recueil des connaissances et besoins exprimés par les différentes populations cibles dans le domaine de la santé environnementale		
	Renforcer le parcours de formation des professionnels de santé dans le domaine de la santé environnementale	14.1	Développer un centre régional de ressources pour la formation en santé environnement des professionnels de santé		
		14.2	Promouvoir et valoriser les travaux menés par les étudiants en santé portant sur les enjeux en santé environnement		
	Développer les actions de prévention et d’éducation en santé environnement à l’attention des publics sensibles	15.1	Former les professionnels de l’éducation populaire sur les enjeux de santé environnement et les bénéfices de la nature sur la santé humaine		
		15.2	Organiser des actions de sensibilisation et des projets pédagogiques à l’attention des élèves et des communautés éducatives des établissements scolaires du premier et du second degré		
		15.3	Développer les programmes de prévention pour les élèves en filières professionnelles portant sur leurs expositions individuelles et professionnelles		
	Former et outiller les collectivités territoriales pour développer des réponses locales aux expositions environnementales	16.1	Renforcer l’observation régionale en santé environnement pour répondre aux besoins des collectivités territoriales		
		16.2	Promouvoir et compléter les dispositifs existants permettant aux élus et agents des collectivités territoriales de se former, de s’engager et de renforcer leurs actions en matière de santé environnement		